

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

La guerre sévit en Chine, mais l'I.C. reste muette !

Depuis environ sept mois, la guerre impérialiste fait rage en Chine. L'impérialisme japonais, en butte à une crise extrêmement grave, a jugé, au mois de septembre dernier, que le moment était finalement venu pour réaliser sans ménagement son plan d'hégémonie sur la Mandchourie et pour se créer des positions de départ d'une importance capitale au cœur même de la Chine, à Shanghai, en prévision du démembrement entre les divers impérialismes de cet énorme pays.

En fait, la situation internationale paraissait ne pas vouloir être meilleure pour l'impérialisme japonais. D'un côté, les autres pays impérialistes du monde frappés par une crise économique dont l'ampleur, la profondeur et la durée n'ont pas de précédents dans l'histoire du capitalisme. De l'autre, ces mêmes pays et leurs satellites, déchirés par de tels antagonismes que, malgré les palabres de Genève sur le désarmement, ils doivent se surveiller de près. De plus, si l'Amérique a un intérêt direct et immédiat à empêcher ou à faire obstacle à tout développement du rapport de force en faveur du Japon en Chine, d'autres impérialismes par contre, tels que la France, n'ont pas manqué d'assurer l'impérialisme nippon que la route était libre et même protégée sur le sol chinois. Enfin la Russie soviétique, dont les intérêts ne sont nullement de se laisser entraîner dans une guerre en Orient ; la situation intérieure de la Chine elle-même qui, après la défaite de la Révolution en 1927, a été de plus en plus désorganisée.

Tout cet ensemble de circonstances semblait donc justifier l'opinion des cliques dirigeantes japonaises selon lesquelles il suffisait d'une espèce de promenade militaire pour s'assurer le bon morceau et les bons atouts en Chine. On peut dire que, pendant toute la première phase de l'intervention japonaise en Chine, tout s'est passé selon les prévisions de l'état-major nippon. Mais les choses ont sensiblement changé après le débarquement des divisions japonaises à Shanghai. A l'encontre de ce que pensaient tous les bien informés, les sommations brigandesques et provocatrices du général Uyeta à la population de Shanghai et à l'armée cantonaise, au lieu de déterminer la débandade dans le camp chinois, ont permis une galvanisation rapide du sentiment national et soulevé un puissant mouvement de colère et d'enthousiasme. Depuis que l'offensive japonaise s'est déclenchée à Shanghai, les soldats et les civils chinois se battent et résistent avec un courage et un héroïsme qui soulèvent l'admiration et s'imposent à tout le monde.

Cette résistance a notablement modifié les données du jeu. D'une part, elle a forcé le Japon à envoyer des renforts massifs et à donner à son action une ampleur qui ne manque pas de « troubler », par ses conséquences possibles, même les impérialismes les mieux disposés envers lui. D'autre part, cette même résistance donne à l'impérialisme américain, au moment actuel, une force puissamment accrue contre son rival : l'impérialisme japonais.

Or, face à une situation pareille, le prolétariat assiste à la carence complète de l'I.C. L'impérialisme nippon envahit la Mandchourie et l'Internationale Communiste se tait. Le Japon occupe Kharbine et utilise, méprisant les intérêts politiques de l'Union Soviétique, le chemin de fer de l'Est-Chinois, et, tandis que Karakan menace de protester mais ne proteste pas, l'Internationale Communiste garde le silence. Le Japon débarque ses troupes à Shanghai, des dizaines de milliers de soldats et de civils tombent massacrés et l'Internationale Communiste reste muette. Les gardes blancs, sous la protection du Japon, s'organisent à la frontière soviétique. Les troupes japonaises étendent leur action en Mandchourie, occupent des positions stratégiques qui, avec l'autorité que pourra être Shanghai, constituent un danger formidable pour Vladivostok, et l'Internationale Communiste n'a pas un mot à dire.

Pour leur compte, plusieurs mois après l'invasion de la Mandchourie et après le débarquement des troupes japonaises à Shanghai, certaines sections nationales ont pris la parole. Mais pour dire quoi ?

Pour appeler les ouvriers à défendre les « soviets chinois » et l'indépendance nationale de la Chine. Mais justement, le problème de l'indépendance de la Chine pose les problèmes : quelle classe peut assurer cette indépendance et par quels moyens cette classe pourra-t-elle parvenir à ses buts ? La section chinoise de l'I.C. doit-elle, oui ou non, lier politiquement le problème de l'indépendance nationale de la Chine aux revendications économiques et politiques spécifiques du prolétariat et des masses travailleuses en Chine, ou doit-elle se limiter à crier plus fort que les nationalistes chinois sur la nécessité de barrer la route à l'impérialisme nippon pour défendre l'indépendance nationale ? Dans le premier cas, il s'agit de mobiliser toutes les forces du Parti pour accomplir l'énorme travail d'éclaircissement idéologique que sa position particulière impose pour développer la lutte de classes et pour transformer la guerre contre le Japon en une guerre révolutionnaire dirigée par le prolétariat. C'est la seule voie pour conquérir l'indépendance nationale de la Chine.

Or, ce problème d'une importance capitale n'est même pas envisagé dans le manifeste signé par quelques sections nationales de l'I.C. Le silence de l'Internationale Communiste est un acte d'une gravité politique énorme pour le mouvement communiste et pour le prolétariat international.

L'opposition de gauche dénonce avec raison cette attitude de l'I.C. Les bureaucrates centristes, ces mêmes bureaucrates qui, après avoir exilé Trotsky, lui retirèrent la nationalité soviétique, pour faciliter la besogne des terroristes blancs, pris de panique devant les menaces de l'impérialisme mondial protégé par la théorie nationaliste du socialisme dans un seul pays, font ce que les opportunistes de la II^e Internationale avaient fait avec Marx : ils relèguent l'I.C. dans le grenier.

C'est à l'opposition de gauche et à la base du Parti de reporter l'I.C. au premier plan de l'arène politique et de relaire d'elle la puissante organisation de direction et de combat du prolétariat international.

L. TROTSKY

ET MAINTENANT ? (1)

Les problèmes du sort du prolétariat allemand

Le capitalisme russe s'avéra comme le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, en conséquence de son retard extraordinaire. Le capitalisme allemand se présente dans la crise présente comme le plus faible maillon sur la base opposée : c'est la base du capitalisme le plus développé dans les conditions de l'impasse européenne. Plus est grande la force dynamique interne des forces de production de l'Allemagne, d'autant plus doit l'étranger le système des Etats de l'Europe qui ressemble au « système » de la cage d'une ménagerie étriquée de province. Chaque baisse de conjoncture place le capitalisme allemand devant ces tâches qu'il avait tenté de résoudre au moyen de la guerre. Sous le régime des Hohenzollern, la bourgeoisie allemande fut amenée « à organiser l'Europe ». Par le gouvernement Brüning-Curtius, elle entreprit l'essai... d'union douanière avec l'Autriche. Quelle chute effroyable des tâches, des possibilités, des perspectives ! Mais aussi il dut renoncer à cette union. Le système européen en entier repose sur des pattes de poulet. La grande, la salvatrice hégémonie de la France pourrait s'écrouler si quelques millions d'Autrichiens se joignaient à l'Allemagne.

Pour l'Europe et avant tout pour l'Allemagne, il n'y a pas de marche en avant dans la voie capitaliste. Surmonter la crise présente en passant au travers d'elle par le jeu automatique des forces du capitalisme même — sur les membres des ouvriers — signifierait le rétablissement de toutes les contradic-

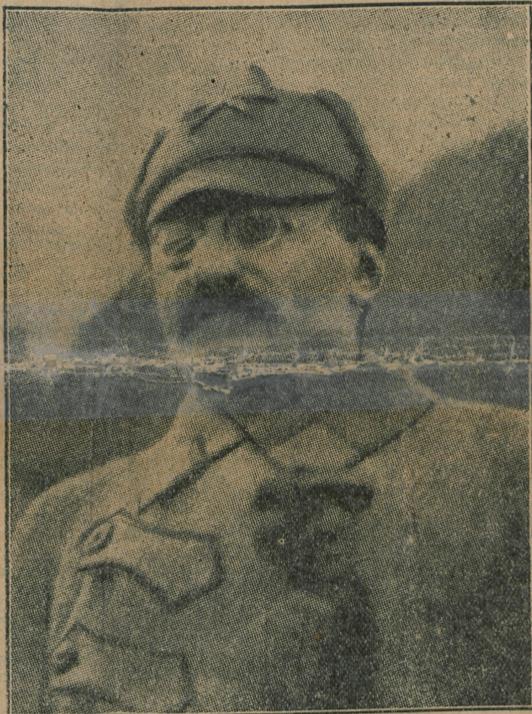
(1) Préface de la brochure de L. Trotsky « Et maintenant ? », publiée par les « Editions Communistes ».

MARS 1918 - MARS 1932

Anniversaire de l'armée rouge, armée du prolétariat mondial !

Les stalinien veulent faire de l'armée rouge l'armée du « socialisme dans un seul pays », au lieu qu'elle soit l'outil du prolétariat mondial pour sa lutte révolutionnaire. Pour y aboutir, ils sont obligés d'en fausser l'histoire, de falsifier ses conditions de formation et le rôle de son créateur, le camarade Trotsky, à cette époque.

Les documents que nous publions feront connaître la vérité historique.



STALINE a répondu

Dans notre dernier numéro, à cette même place, nous marquions les conditions dans lesquelles Staline, après avoir mis Trotsky à la portée des assassins blancs, après avoir pour alibi publié dans la « Rote Fahne » la découverte d'un complot contre le fondateur de l'Armée Rouge, faisait observer par toute son équipe le silence de la duplicité à toute démarche faite par les oppositionnels pour tenter d'organiser la sécurité de Trotsky.

Mais la réponse est venue. Staline a répondu en livrant Trotsky aux assassins, le privant bureaucratiquement de la nationalité « soviétique ».

Le supplément inclus à notre journal est un tract que nous tirons à plusieurs milliers d'exemplaires et qui portera à la connaissance des ouvriers le détail de cette odieuse machination.

Nous apprenons également que la vie de Rakowsky est en danger.

Nous appelons donc tous les oppositionnels à déployer autour d'eux toute l'agitation nécessaire pour que soit marquée et flétrie comme il convient cette lutte pour la destruction physique des militants de la Révolution d'Octobre qui constituent l'avant-garde de la lutte pour que cesse la dégénérescence actuelle, par la politique stalinienne, du mouvement communiste mondial.

Sauvez Trotsky !
Sauvez Rakowsky !



Dans ce numéro :
Pages 2 et 3 : Rubrique Internationale.
Pages 4 et 5 : Rubrique du P. C. F.
Page 5 : Rubrique Syndicale.

TARDIEU plus que jamais !

Voilà Tardieu installé pour la troisième fois au pouvoir, après l'échec du démocrate sanglant Painlevé. Décidément, il est « l'homme de la situation » : Tardieu est venu la première fois au pouvoir comme annonceur de la prospérité, et même du bonheur. Mais les craquements de Wall-Street coïncidèrent avec sa première déclaration ministérielle. Il fut emporté un an plus tard par la marée de la crise faisant irruption en France. Il devint ensuite le second de Laval, qui dut préparer « le pays » aux difficultés nouvelles. Le voilà de nouveau président du Conseil.

Il est incontestable que les difficultés de la bourgeoisie française engendrent des dissentiments dans les rangs des politiciens. L'heure n'est pas à la concentration, à l'union sacrée. Le jeu actuel est plus complexe. Seuls, les augures de l'Humanité prédisent la concentration de « toutes les forces de la bourgeoisie » ; mais ils se trompent. Depuis plusieurs années la direction du parti tient le même raisonnement à chaque crise ministérielle : devant l'attaque du prolétariat, nous dit-on, l'heure est venue de la concentration de tous les partis bourgeois. Cette fois-ci encore, l'Humanité a journalièrement prédit que la concentration allait « cette fois », se réaliser. Mais il n'en a rien été. C'est nous qui avions raison.

Le retour au pouvoir de l'équipe Tardieu traduit avant tout la volonté de faire à l'extérieur une politique de fermeté. Bien entendu cette politique de fermeté se traduira aussi à l'intérieur par une répression vigoureuse contre le prolétariat révolutionnaire. Mais son trait distinctif est l'affirmation des volontés de la France impérialiste de défendre sa situation d'hégémonie en Europe, sinon dans le monde. Combien de temps cette politique pourra-t-elle durer ? On ne peut le préciser.

Note de la rédaction

Nous encartons dans ce numéro un tract pour Trotsky et Rakowsky.

Mais on doit comprendre que la « gauche » bourgeoise (radicaux et socialistes) attend l'heure de reprendre la succession de l'aile réactionnaire, lorsque celle-ci fera inévitablement faillite.

Sous des formules démagogiques analogues, les « réactionnaires » et les radicaux cachent des méthodes et des intérêts différents, qui cherchent mutuellement à prendre la première place. Et, avant tout, les radicaux et les socialistes, c'est-à-dire les démocrates bourgeois, sont mieux placés pour tromper les classes moyennes et le prolétariat. En ce sens, ils joueront pleinement leur rôle lors des élections législatives. D'autre part, ces partis accentuent leur caractère démagogique « de gauche » dans la mesure où la protestation prolétarienne prend de l'ampleur : dans une première période, la bourgeoisie cherche à dupier les classes travailleuses. Lorsqu'elle ne parvient pas à ses fins de cette façon elle reprend devant l'attaque l'arme de la dictature ouverte, et va s'il le faut jusqu'à bouleverser sa propre légalité « démocratique » pour écraser le prolétariat par la terreur fasciste. Mais nous n'en sommes pas là.

Thorez a essayé de concilier le point de vue de l'Huma, et un point de vue plus juste. Mais il échoue pitoyablement dans une salade centriste. (Voir Cahiers du Bolchevisme, 15 février). Il faut, dit-il, examiner « ce qui se passe dans le camp bourgeois. Il semble que sous ce rapport l'on soit parfois tenté de simplifier à l'extrême, et de perdre de vue la perspective ». Voyons cette perspective : « ...La crise économique fait apparaître des contradictions d'intérêts et provoque certaines frictions dans le camp bourgeois. Il ne faut pas oublier que l'un des éléments d'une crise révolutionnaire c'est en même temps que la poussée révolutionnaire et dans la mesure où cette poussée grandit, un certain désarroi dans le camp des classes dirigeantes. »

Thorez confond ici deux phases différentes de la lutte de classes. Il fait d'abord allusion au fait que la crise économique provoque des dissentiments au sein de la bourgeoisie. C'est la phase dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Ensuite il continue en disant que ce « désarroi » dans le camp des classes dirigeantes survient par l'effet de la poussée révolutionnaire qui détermine la crise révolutionnaire. Thorez embrouille désespérément les choses. Contre l'Huma, il reprend notre conception de l'influence de la crise économique au sein de la bourgeoisie, mais ensuite pour satisfaire le sectarisme opportuniste des bureaucrates, il assimile cette crise économique à une crise révolutionnaire, il fait intervenir une sorte de « sursis » si puissamment, et, à trois lignes de distance, les « frictions » dans le camp bourgeois sont devenues du « désarroi ». Quelle confusion !

Il ne faut pas mêler toutes les périodes. Il faut savoir s'orienter, non avec la boussole de Staline, mais avec celle du marxisme. Après ses caractéristiques du gouvernement « fasciste », puis de la « concentration », le parti nous parle maintenant du désarroi des classes bourgeoises devant la poussée révolutionnaire ! Tout cela est à rejeter.

Tous les camarades communistes peuvent juger si ce sont les centristes qui savent analyser la situation et s'y orienter, ou si c'est l'opposition de gauche, seule base de régénération du parti.

LE 15 MARS PARAITRA

LA LUTTE DE CLASSE

Dans ce numéro sera publiée la brochure de L. Trotsky :

ET MAINTENANT ?

Les problèmes du sort du prolétariat allemand

Envoyez vos commandes à « la Vérité ».

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE A L'ŒUVRE

Du vote pour Hindenburg... aux déportations du "Buenos-Ayres" !

A la veille des élections législatives, le parti socialiste développe sa campagne démagogique et multiplie ses réunions même dans les centres ouvriers, même dans la région parisienne où, il y a encore trois ans il ne pouvait trouver d'auditoire. Ce fait est perçu par les militants de notre parti. Au travers de la préparation du congrès, à la base et parmi les fonctionnaires désorientés, il trouve tout bien que mal son expression. Dans l'atmosphère bureaucratique, l'examen véridique des faits est banni ; mais la réaction devant les faits têtus fait sa route d'autant plus confusément.

A la conférence régionale de Seine-et-Oise, les militants ont refusé de condamner « l'appréciation que les ouvriers sous la poussée à gauche passent à la social-démocratie et que c'est là un signe de radicalisation ». Soupé et Duisseau jurent sur ceux qui essayent, avec les piètres moyens que la discussion dans le parti met à leur disposition, de se rendre compte des faits. Ne suffit-il pas de dire qu'une telle appréciation est la « négation de son rôle de principal soutien social de la bourgeoisie et du rôle subjectif(?) joué par notre parti » ? (Huma du 27 février.)

Plus que jamais cependant une conception claire et juste du rôle de la social-démocratie, aile démagogique de la dictature de la bourgeoisie, est nécessaire dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne. Dans la crise qui ébranle les régimes politiques d'Allemagne et d'Espagne, la social-démocratie remplit cyniquement et très dangereusement son rôle de rempart de la domination bourgeoise.

En Espagne, contre les vagues successives de grèves des ouvriers et des paysans, que l'avant-garde communiste n'a pas su encore coordonner et conduire, un gouvernement « de gauche et d'extrême gauche » fait front. La situation montre la profondeur du mouvement qui a mis en branle les masses laborieuses, les difficultés qu'éprouve l'ordre bourgeois à se rendre maître des contradictions de sa prétendue révolution démocratique et l'espoir qui agite les masses. Mais au mur dressé contre les mouvements des ouvriers, la social-démocratie espagnole apporte sa collaboration active. Le gouvernement de gauche épaulé par toutes les forces de conservation sociale, adjoint aux massacrés de l'ancienne « garde civile » de la dictature les fusilliers des « gardes d'assaut » républicains et répand le sang ouvrier dans les rues de Barcelone et de Séville, dans les villages de Catalogne et les mines des Asturies. Dans ce gouvernement siègent trois ministres socialistes dont un fut le favori de la dictature. Le D'Aragona espagnol continue aujourd'hui sa tâche pour le compte de la social-démocratie. C'est ce gouvernement où siègent les socialistes, qui, comme le Thiers de Nourma et le Mussolini des îles Lipari, déporte dans les cales du Buenos-Ayres les militants et les ouvriers communistes, anarchistes et socialistes qui se sont dressés dans la bataille de classe.

En Allemagne, à l'heure où l'ordre bourgeois se disloque, la social-démocratie appelle les ouvriers à voter pour le vieux maréchal d'Empire, l'homme de Tannenberq et des Casques d'acier. Son rôle qui est d'enchaîner la classe ouvrière au régime bourgeois l'entraîne aujourd'hui à la capitulation sournoise devant les représentants les plus réactionnaires, devant le maréchal casqué, pour conjurer, par une soumission impossible, la montée au pouvoir des ruffians fascistes. Cependant que Brüning, Hindenburg et

Groener ouvrent aux nazis — dont ne les sépare évidemment aucune différence de classe — les portes de la Reichswehr, comme De Facta ouvrit à Mussolini les aisenaux, la social-démocratie prépare l'égorgeement de l'avant-garde révolutionnaire et la décapitation du prolétariat allemand dans le pays où se joue un épisode décisif de la lutte du prolétariat international contre la domination bourgeoise. Pour justifier son abandon cynique du terrain de classe dans cette heure décisive le Vorwaerts ne trouve que de piteuses platitudes : « Quand un homme de 84 ans met les dernières années de sa vie au service de la communauté, il mérite le respect de tous les honnêtes gens et en particulier celui des socialistes ». Le geste d'Hindenburg qui « s'est mêlé par erreur à la société » des héros de la bourgeoisie allemande doit « inspirer le respect à tout le monde, sans distinction d'opinion politique ».

Le parti du chauvinisme pendant la guerre impérialiste, de la contre-révolution allemande, de la répression aux Indes et en Indochine joue dans la crise des régimes bourgeois son rôle d'assassin des mouvements ouvriers qu'il a joutoyé dans la période précédente. Il ne suffit pas pour les communistes de répéter que la social-démocratie « se fascise toujours plus, de plus en plus ». La Troisième Internationale est née dans la lutte impitoyable contre la bourgeoisie et son agence social-démocrate. Ne pas être capable de conduire effectivement la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et ses serviteurs, c'est faillir à la tradition de l'Internationale d'Octobre. Pour cela ni les phrases de gauche ni le stérile corps à corps politique avec « le principal soutien de l'impérialisme » ne peuvent remplacer l'intensification de la lutte de classe contre la bourgeoisie dont la social-démocratie est la servante.

LITVINOV A GENÈVE

« Non ! plus jamais ça ! »

La guerre, le communisme se pose une seule question fondamentale :

Où sont les exploités et les opprimés ? Où sont les exploités et les oppresseurs ?

Les communistes sont toujours dans la guerre comme dans toute autre circonstance, avec les exploités contre leurs exploités, même si les premiers prennent l'initiative de la révolte.

Dans la guerre, les social-démocrates, eux, substituent à cette distinction fondamentale entre exploités et exploités, la distinction fallacieuse entre agresseurs et agressés. Et dans le pacte Kellogg, les impérialismes jouent à merveille de la formule social-démocrate.

Quand la guerre est imminente, et que les frontières se ferment, les gouvernements capitalistes ont toute facilité pour répandre les fausses nouvelles et se présenter chacun comme étant agressé.

La théorie social-démocrate fraye la voie à la défense nationale de chaque pays capitaliste par son prolétariat.

Quand les exploités coloniaux cherchent à se libérer de la métropole impérialiste que les opprime, ils sont en général, obligés de prendre l'initiative formelle de l'agression libératrice. Et la théorie social-démocrate ouvre la porte à toutes les répressions coloniales de l'impérialisme.

Enfin, la théorie social-démocrate empêche la Révolution russe de venir

EN ESPAGNE

La leçon des derniers mouvements de Catalogne

Ce document a été adressé par l'opposition espagnole à toutes les organisations communistes.

Chers camarades,

L'opposition communiste de gauche, pendant qu'elle se consacre à réunir tous les faits et documents dont l'étude lui permettra de procéder à l'étude détaillée des derniers événements, estime nécessaire de noter sans tarder, avec le plus de concision possible, quelques-unes des considérations que le mouvement lui a suggéré.

Commençons par noter les aspects négatifs du mouvement :

1° Le mouvement a manqué de connexion. Commencé dans le haut Llobregat (Manresa, Berga, etc.) et le Cardener, il ne fut soutenu à Barcelone et dans d'autres localités de Catalogne qu'après avoir été étouffé dans les premières localités. Ce fut la mort du mouvement. Une des leçons les plus importantes qui découlent de là est qu'une grève d'une telle envergure, ou bien doit débiter simultanément partout, ou doit débiter dans les grands centres industriels (Barcelone en premier lieu) et en aucun cas par la périphérie :

2° Le mouvement fut inopportun. Il manquait d'un mobile immédiat susceptible d'entraîner les masses. Déclenché, par exemple, un ou deux jours après les événements d'Arnedo, il aurait pu dresser le prolétariat tout entier ;

3° La Confédération n'a assigné aucun objectif concret au mouvement. Cela désorienta les travailleurs et fut la cause fondamentale de l'échec évident de la grève de Barcelone ;

4° C'est une erreur manifeste de déclarer une grève générale un samedi. Un tel jour l'échec est certain ;

5° Si, à Barcelone, la grève avait été

déclarée le soir pour le matin, quand le soulèvement de Llobregat et de Cardener n'était pas encore vaincu, en la limitant à 24 heures, le prolétariat de Barcelone aurait fait sans aucun doute une manifestation unanime de solidarité. La situation nous aurait permis d'aller plus loin, et les résultats obtenus auraient été considérablement supérieurs ;

6° Le Parti communiste officiel s'est couvert une fois de plus de ridicule en appelant de nouveau à la grève pour le 25, alors que la C.N.T. avait déjà décidé la reprise du travail. Il compromit ainsi de nouveau le prestige du communisme aux yeux de la classe ouvrière, et démontra que le seul but que poursuivent ses dirigeants est de rester en bon termes avec la bureaucratie de l'Internationale, même au prix d'un gaspillage des possibilités immenses que la situation espagnole offre au développement du communisme ;

7° Finalement, l'influence néfaste exercée sur la C.N.T. par les éléments du groupe des 30 (Pestana, Peiro, etc.) qui s'opposait à la conférence régionale du jeudi à la déclaration de la grève en Catalogne, se montra clairement. Elle provoqua la rinoste de la Fédération locale de Barcelone, dirigée par les éléments de la F.A.I. qui n'entrèrent dans le mouvement que lorsque les circonstances étaient déjà défavorables.

Cependant, le mouvement a eu d'importants aspects positifs :

1° Pour la première fois durant cette période révolutionnaire le prolétariat est entré dans un vaste mouvement au caractère de classe très net. Cela a une importance énorme ;

2° Les masses travailleuses ont clairement montré qu'elles s'étaient libérées de presque toutes les illusions démocratiques, qui étaient encore très fortes durant la grève de septembre, et la conviction s'enracine chaque jour plus en elles, que seule l'insurrection prolétarienne pourrait résoudre la crise révolutionnaire que traverse le pays ;

3° Malgré l'incapacité de la direction et de l'organisation anarchistes, les ouvriers du Cardener et de Llobregat ont lutté avec une unanimité et une discipline remarquables, et se sont retirés en ordre stratégique parait avec un minimum de pertes lorsqu'ils se furent persuadés que le mouvement était vaincu ;

4° Le fait le plus important qu'il faut souligner est le soulèvement de Cardener et de Llobregat, et son caractère nettement politique. Les ouvriers se sont emparés des municipalités et y ont hissé le drapeau de la révolution prolétarienne. C'est-à-dire qu'ils se sont emparés du pouvoir politique. Sur certains points les éléments de la Fédération Anarchiste théorique ont ouvertement proclamé que le but qu'ils poursuivaient était l'instauration de la dictature du prolétariat. C'est un grand pas en avant, que les communistes soulignent avec joie.

D'une rapide étude on peut tirer les conclusions générales suivantes :

1° Tout permet d'affirmer que la classe ouvrière secondera sans hésiter un mouvement révolutionnaire dont les objectifs lui paraîtront clairs et précis. Il faut donc intensifier la propagande communiste par tous les moyens, en faisant comprendre au prolétariat que seul l'instauration de la dictature du prolétariat réalisera son émancipation ;

(La suite au prochain numéro.)

L. TROTSKY

Les journées de février 1917

Ces lignes sont extraites du Tome I de « l'Histoire de la Révolution russe », de L. Trotsky, qui paraîtra prochainement en français.

Le problème était d'amener les soldats, dont le sentiment révolutionnaire et le mécontentement étaient profonds, mais ne s'étaient pas encore manifestés, à des actes de franche rébellion, ou, du moins, à un refus d'agir qui serait déjà une mutinerie. Deux jours après le début de la lutte, les soldats avaient définitivement perdu toute possibilité de se maintenir sur les positions d'une neutralité bienveillante à l'égard de l'insurrection. Ce n'est que fortuitement, et sous des aspects fragmentaires, que nous sont parvenues des indications sur ce qui se passait alors entre ouvriers et soldats. On sait comment, la veille du 27, les travailleurs avaient élevé, face au « pavlovsky », des plaintes véhémentes contre la conduite du détachement des élèves sous-officiers. Des scènes, des pourparlers, des reproches, des invites du même genre eurent lieu sur tous les points de la ville. Le soldat n'avait

plus le temps de tergiverser. On l'avait forcé, la veille, à tirer ; on l'y força aujourd'hui. Les ouvriers ne cédaient point, ne reculaient pas, et, sous les balles, entendaient parvenir à leur but. Auprès d'eux les ouvrières, mères et sœurs, épouses et maîtresses. L'heure n'était-elle pas venue dont on avait tant parlé à voix basse, dans les recoins : « Si l'on se mettait tous ensemble... » ? Et, au moment où les affres atteignent à leur dernier degré, où l'épouvante devant la journée qui s'annonce devient intolérable, où l'on étouffe de haine envers ceux qui vous obligent à jouer les boureaux, les premiers cris de révolte ouverte s'élèvent dans l'enceinte de la caserne, et ce sont ces voix que nul n'a pu nommer qui permettent aux encasernés de se reconnaître avec des soupirs de soulagement, avec des transports d'enthousiasme. C'est ainsi que monta la lumière du jour qui devait marquer le

renversement de la monarchie des Romanov.

Une réunion se tint, dans la matinée, chez l'infatigable Kaïourov : une quarantaine de délégués d'usines étaient présents ; la majorité se prononça pour la continuation du mouvement. La majorité, mais non l'unanimité. Il est regrettable que l'on ne puisse établir ce que fut cette majorité. Mais l'heure n'était point à la rédaction de procès verbaux. D'ailleurs, cette décision fut tardait sur les faits : la réunion fut interrompue par une envoiante nouvelle : on apprit que les soldats s'étaient soulevés et que les portes des prisons avaient été forcées. « Chourkanov échangea des baisers avec tous les assistants » : baisers de Judas qui, fort heureusement, n'annonçaient pas une crucifixion.

L'un après l'autre, dès le matin, les bataillons de réserve de la Garde se mutinèrent, au moment où on voulait les faire sortir des casernes, suivant l'exemple qu'avait donné, la veille, la 4^e compagnie des « pavlovtsy ». Dans les documents, notes et mémoires, il ne reste de ce grandiose événement de l'histoire humaine que des traces bien pâles, bien ternes. Les masses opprimées, même quand elles s'élevaient aux plus hauts sommets de la création his-

torique, racontent fort peu de ce qu'elles ont fait et prennent encore moins de notes. Et le sentiment empoignant du triomphe efface ensuite le travail de la mémoire. Contentons-nous de ce qui reste.

Ce furent les soldats du régiment de Volhynie qui s'insurgèrent les premiers. Dès sept heures du matin, un commandant de bataillon donna l'alarme, signalant à Khabalov par téléphone une terrifiante nouvelle : le contingent des élèves sous-officiers sur lequel on comptait le plus pour exercer la répression, refusait de marcher, et son chef avait été tué ou bien s'était suicidé devant les rangs de sa troupe... Cette seconde version fut d'ailleurs bientôt abandonnée. Avant brûlé leurs valises, les « volhyniens » s'efforcèrent d'élargir la base de l'insurrection : c'était leur seule chance de salut. Ils se précipitèrent vers les casernes voisines, des régiments Lithuanien et Préobrazjensky pour y « débaucher » les soldats, de même que des grévistes, courant d'usine en usine, « débauchant » les ouvriers. Peu de temps après, Khabalov devait apprendre que les « volhyniens » se refusaient à déposer les armes comme il le leur avait ordonné, que les « préobrazjensky » et les « lithuanien » s'étaient joints à eux, et, nouvelle plus terrible encore,

que ces effectifs, « ayant fait cause commune avec les ouvriers », avaient mis à sac les casernes de la division de gendarmerie. Ce qui prouvait que l'expérience faite, la veille, par les « pavlovtsy » n'avait pas été perdue : les mutins avaient trouvé des dirigeants et, en même temps, un plan d'action.

Aux premières heures de la journée du 27, les ouvriers se figuraient que le problème de l'insurrection ne trouverait sa solution que beaucoup plus tard. Il n'en fut pas ainsi. Plus exactement parlant, les ouvriers croyaient encore avoir tout à faire, alors que leur tâche, pour les neuf dixièmes, était déjà accomplie. La poussée révolutionnaire des ouvriers du côté des casernes coïncida avec un mouvement révolutionnaire déjà en train : les soldats gagnaient la rue. Dans le courant de la journée, ces deux torrents impétueux vont se mêler pour enlever et emporter d'abord la toiture du vieil édifice mais les murs, et plus tard les fondations.

Tchougounine fut un des premiers à se montrer dans le local occupé par les bolchéviks : il avait le fusil à la main, en bandoulière un ruban de cartouches, « il était tout souillé, mais rayonnant, l'air vainqueur ». Comment n'est-il pas rayonné de joie ! Les

LA SITUATION EN ALLEMAGNE

L. TROTSKY

Et maintenant ?

SUITE DE LA 1^{re} PAGE

D'ailleurs, leur pensée ne se tourne pas vers les spectacles : ils sont accablés à la dernière limite de la capacité d'adaptation. Il existe un niveau sous lequel la classe ouvrière d'Allemagne ne peut se laisser réduire volontairement et pour longtemps. Mais, le régime bourgeois luttant pour son existence ne veut pas reconnaître ce niveau. Les décrets-lois de Brüning sont simplement le commencement pour tater le terrain. Le régime de Brüning tient, grâce au soutien lâche et perfide de la bureaucratie social-démocrate qui, elle-même, se maintient par la semi-confiance maussade d'une partie du prolétariat. Le système des décrets bureaucratiques est instable, incertain, peu viable. Le capital a besoin d'une politique autre, décisive. Le soutien de la social-démocratie, qui doit se tourner vers ses propres ouvriers, est non seulement insuffisant pour ses buts — elle commence déjà à le resserrer. La période des demi-mesures est terminée. Pour tenter de trouver une nouvelle issue, la bourgeoisie doit se débarrasser complètement de la pression des organisations ouvrières, les écarter, les détruire et les éparpiller.

Ici commence la fonction historique du fascisme. Il dresse sur les jambes des classes qui s'érigent immédiatement au-dessus du prolétariat et craignent d'être précipitées dans ses rangs, il les organise et les militarise avec les moyens du capital financier, sous le couvert de l'Etat officiel et les oriente vers la destruction des organisations prolétariennes, depuis les plus révolutionnaires jusqu'aux plus conformistes.

Le fascisme n'est pas simplement un système de répression, d'actes de force et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat particulier, fondé sur l'extermination de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme ne consiste pas seulement à briser l'avant-garde prolétarienne, mais aussi à maintenir toute la classe dans un état de fragmentation forcée. Pour cela, l'extermination physique de la couche ouvrière la plus révolutionnaire est insuffisante. Cela veut dire détruire toutes les organisations autonomes et volontaires, anéantir tous les points d'appui du prolétariat et extirper les résultats du travail de trois quarts de siècle de la social-démocratie et des syndicats. Car, sur ce travail s'appuie aussi, en dernière instance, le Parti communiste.

La social-démocratie a préparé toutes les conditions pour la victoire du fascisme. Mais ainsi elle a aussi préparé les conditions de sa propre liquidation politique. Imposer à la social-démocratie la responsabilité du système des décrets-lois Brüning et de la barbarie fasciste menaçante est tout à fait juste. Identifier la social-démocratie avec le fascisme est tout à fait insensé.

Par sa politique durant la Révolution de 1848, la bourgeoisie libérale prépara la victoire de la contre-révolution qui, alors, condamna le libéralisme à l'impuissance. Marx et Engels fustigèrent la bourgeoisie libérale allemande avec non moins de mordant que Lassalle et plus profondément que lui. Mais alors que les lassalliens jetaient la contre-révolution féodale et la bourgeoisie libérale une « masse réactionnaire », Marx et Engels se dressèrent de la manière la plus justifiée contre ce faux ultra-radicalisme. La position erronée des lassalliens fit d'eux accidentellement des complices involontaires de la monarchie, malgré le caractère progressif de leur travail extrêmement sérieux et important contre le libéralisme.

Les soldats passaient à nous, les armes à la main ! Ça et là, des ouvriers avaient déjà réussi à se lier avec la troupe, à pénétrer dans les casernes, à obtenir des fusils et des cartouches. Le groupe de Vyborg, en collaboration avec les soldats les plus résolus, fixa un plan d'action : s'emparer des commissariats d'action ; s'emparer des commissariats de police où s'étaient retranchés les sergents de ville et désarmer tous les agents ; délivrer les ouvriers incarcérés dans les commissariats, ainsi que les détenus politiques dans les prisons ; écraser les détachements qui seraient encore pour le gouvernement dans la capitale, rallier les troupes qui ne s'étaient pas encore insurregées et les ouvriers des autres quartiers.

Le régiment « Moscovite » adhéra au soulèvement non sans lutte intérieure. Ce qui est frappant, c'est qu'il y ait eu si peu de ces sortes de lutte dans l'armée. Les minces sommets de la monarchie, réduits à l'impuissance, tombaient, ayant perdu l'appui de la masse des soldats, ou bien se hâtaient de redresser, ou bien se hâtaient de se vêtir de nouvelles couleurs. « Vers deux heures de l'après-midi — raconte Korolev, qui était ouvrier de l'usine « Arsenal » — comme le régiment « Moscovite » sortait, nous primes les armes... Chacun avait un revolver et

La théorie du « social-fascisme » reproduit la faute essentielle du lassallisme sur de nouvelles bases historiques. Pendant qu'elle jette nationaux-socialistes et social-démocrates dans une masse fasciste, la bureaucratie stalinienne sombre dans de telles actions comme le soutien du plébiscite hitlérien : cela n'est en aucune manière meilleur que les combinaisons lassalliennes avec Bismarck.

Dans sa lutte contre la social-démocratie, le communisme allemand doit s'appuyer à l'étape actuelle sur deux bases inséparables : a) la responsabilité politique de la social-démocratie pour la force du fascisme ; b) l'inconciliabilité absolue entre le fascisme et ces organisations ouvrières par lesquelles vient la social-démocratie.

Les contradictions du capitalisme allemand sont arrivées à présent à cette tension à laquelle inévitablement l'explosion doit suivre. La capacité d'adaptation de la social-démocratie a atteint la limite où déjà se produit l'auto-destruction. Les fautes de la bureaucratie stalinienne ont atteint le point après lequel vient la catastrophe. Cela est la formule en trois aspects qui caractérise la situation en Allemagne. Tout repose sur le tranchant du couteau.

Lorsqu'on joint la vie en Allemagne, d'après des journaux qui arrivent avec un retard d'une semaine par la poste, lorsque les manuscrits exigent une autre semaine pour assujettir la distance entre Constantinople et Berlin, sur quoi passent encore les semaines avant que la brochure atteigne le lecteur, on se dit involontairement : Ne sera-ce pas trop tard ? Et, chaque fois, on se répond : Non, les armées amenées en ligne sont trop puissantes pour qu'une décision unique, foudroyante, soit à craindre. Les forces du prolétariat allemand ne sont pas épuisées. Elles ne sont encore même pas en mouvement. La logique des faits parlera chaque jour plus amèrement. Ceci justifie la tentative de l'auteur d'apporter sa contribution par ses paroles, même aussi avec un retard de plusieurs semaines, c'est-à-dire toute une époque historique.

La bureaucratie stalinienne a trouvé qu'elle poursuivait son travail plus tranquillement si elle maintenait l'auteur de ces lignes à Prinkipo. Du gouvernement du social-démocrate Hermann Müller, elle a obtenu le refus du visa pour le... « menchevik » : le front unique fut réalisé dans ce cas sans déviation ni retard. Aujourd'hui, les stalinien annoncent dans les publications soviétiques officielles que je « défends » le gouvernement Brüning, en accord avec la social-démocratie, qui s'efforce pour me faire accorder mon droit d'entrée en Allemagne. Au lieu de nous indigner de cette bassesse, nous nous moquons de la sottise. Mais notre rire sera court, car il y a peu de temps.

Que les événements nous donneront raison, il ne peut y avoir le moindre doute à ce sujet. Mais sur quelles voies l'histoire mènera-t-elle sa démonstration : par la catastrophe de la fraction stalinienne ou par la victoire de la politique marxiste ?

Là réside à présent toute la question. C'est la question du sort du peuple allemand et pas seulement du sien seul.

Prinkipo, 27 janvier 1932.

L. T.

Chaque mois, le 15, le 30,

LA VÉRITÉ

Frank, 45, boulevard de La Villette.

Notes de la quinzaine

Les suites sinistres de la crise qui augmentent en violence sont devant tous les yeux. A présent paraissent dans la presse mondiale les articles du reporter américain Knickerbocker. On doit dire qu'ils ne sont pas du tout exagérés. Les troubles de mendiants et de prostituées dans les rues croissent chaque jour, signe de la misère croissante. Mais aussi ceux qui ont encore du travail sont incapables d'assurer leur vie de façon normale par leurs « salaires » toujours et toujours rediminués.

Dans ces circonstances, cela doit à première vue surprendre qu'à la dernière réduction de salaire monstrueuse de janvier aucune grève n'éclata, bien que le P.C.A. fit pour cela une agitation avec toutes ses forces et aussi resacrifia quelques-uns des peu nombreux militants qui lui sont restés dans les usines. Mais la cause est ici la même que celle de l'absence de toutes les autres actions. Par la fausse tactique de la 3^e période, le parti s'est isolé pour chaque action de masse importante des ouvriers syndicalement organisés. Ainsi les masses combattives restent sans dirigeants, et les dirigeants combattifs sans masses. Cette nouvelle faillite de la tactique syndicale à la tentative de grève pour janvier a contraint la bureaucratie à réaliser avec la plus grande énergie un certain tournant dans la question syndicale, c'est-à-dire qu'on concentre maintenant les forces sur le travail dans les syndicats. Malheureusement le travail est seulement réalisé dans un tel esprit que les résultats ne peuvent pas être grands.

Le trait le plus marquant de la situation — et on ne doit pas s'en laisser détourner par toutes les manœuvres parlementaires — c'est la croissance du mouvement national-socialiste, si ce n'est pas tant en nombre qu'en force, malgré tous les petits ridicules que le crétin mussolinien Hitler encourt quotidiennement. L'activité extra-parlementaire des nazis a beaucoup cru à nouveau. Je souligne ici seulement deux événements importants qui se sont déroulés de façon calculée sur Berlin-la-Rouge : l'attaque des nazis sur une colonie ouvrière à Felsenack — tout à fait sur l'exemple italien — et le sabotage par quelques centaines de nazis de réunions de protestation groupant plusieurs milliers de communistes. Particulièrement, les derniers faits sont tout à fait inouïs et se produisent pour la première fois. Ici comme lors des meurtres habituels d'ouvriers et aussi des tumultes dans les universités, les communistes sont naturellement emprisonnés. On laisse courir les nazis. Même — et cela est extraordinairement significatif — le général Græner qui, il y a seulement un an, poursuivait en justice les officiers nazis, ouvre aux nazis l'armée « républicaine ». Pour encadrer le tableau, rapportons encore que les organisateurs des pogromes que nous avons cités, en particulier un comte Helldorf, sont acquittés.

Sur la question des élections présidentielles, il a déjà été parlé. Il est clair que l'opposition de gauche, ici comme partout ailleurs, soutiendra le candidat du parti. Le renoncement probable du parti social-démocrate à une propre candidature en faveur de Hindenburg donnera naturellement des possibilités importantes aux communistes pour la lutte électorale. Toutefois, ce n'est que par un tournant dans la tactique qu'il sera possible au P.C., en vue des tâches croissantes issues de cette situation, de valo-

riser le gain parlementaire pour des actions extra-parlementaires.

Son attitude aux élections présidentielles détruit évidemment aussitôt le « front d'airain » de la social-démocratie créé dans des circonstances aussi favorables. (Ce fut un bloc de toutes les organisations républicaines pour la lutte contre le fascisme qui mena une campagne théâtrale avec plusieurs milliers de réunions qui en réalité eurent peu de valeur contre le fascisme, mais qui agirent si fort sur les membres mécontents du P.S. que, par exemple, le S. A. P. (Seydenitz) est resté tout à fait stationnaire). Maintenant est seulement nécessaire une politique de front unique comme le camarade Trotsky l'a décrite dans sa dernière brochure, pour pratiquer une brèche profonde dans leurs rangs.

Si l'on veut parler plus exactement du S.A.P., il faudrait avoir beaucoup de place, car ce type d'un parti centriste a bientôt autant de lignes que de membres. Il n'est aucune question qui n'ait un processus rapide de différenciation, d'une part en direction du réformisme où tend indubitablement une grande partie de la direction, et en direction du communisme très près duquel se tient la plus grande partie des membres ouvriers. Là aussi, il n'y en aurait pas peu qui se tiendraient au centrisme stalinien si seulement aussi il tournait un peu sur les questions allemandes. Un bon travail préparatoire lui est fait par ces brandlériens dans le S.A.P. qui préchent l'absence de critique dans les problèmes internationaux, dans le problème russe. Il est connu que les « vrais » brandlériens eux-mêmes sont sur le chemin de retour à Staline. La formation d'un réel parti centriste a rendu superflu leur tentative pour cela. Une partie d'entre eux est allée à ce parti centriste. L'autre veut revenir. Ce qu'il adviendra de cette partie des brandlériens au cours du procès de développement du S.A.P., on ne peut encore en rien dire de sûr. Les perspectives ne sont aucunement très bonnes, car les Walcher, Fröhlich, etc. ont en réalité une tradition très grande mais aussi très problématique (1923).

Mais il ne fait aucun doute que seulement par un travail pénible de l'opposition allemande de grandes parties du S.A.P., après qu'elles se seront persuadées de l'impossibilité de leurs idées principales (ou plutôt de leurs erreurs principales) : la création d'un nouveau parti communiste se placera sur le terrain de l'opposition de gauche et lutteront avec nous pour réformer le parti, car on peut difficilement décrire de quelle sympathie extraordinaire le camarade Trotsky jouit dans les rangs de ces ouvriers qui viennent du réformisme à la révolution. Il n'y a rien d'étonnant que ces ouvriers n'éprouvent aucun besoin de la margarine théorique de Brandler-Thalheimer ou ne se tournent pas vers Thalman, mais étudient le communisme à sa source. Cela n'a pas seulement poussé les bureaucrates stalinien à une nouvelle campagne de calomnies, mais aussi les Brandler ne pouvaient plus longtemps dormir paisiblement jusqu'à ce qu'ils aient produit dans leur feuille agonisante une mixture de falsifications et d'injures sous le titre induisant en erreur « article théorique », qui eût fait honneur à Jaroslavsky. Cela ne peut empêcher le progrès de nos idées, le succès des brochures de Trotsky qui expriment ce que des millions d'ouvriers ressentent comme nécessaire.

L'opposition allemande au travail

ORANIENBOURG

Le 21 janvier eut lieu ici une réunion publique de l'Union de lutte contre le fascisme. Un camarade du P.C. fit un rapport : Il faut arriver au fascisme (mais comment ?). Trotsky est pour le moindre mal. La presse bourgeoise s'occupe de Trotsky, cela prouve que Trotsky est un contre-révolutionnaire. Ce que nous avons en ce moment c'est déjà le fascisme. En un mot : vantardises, injures et falsification, voilà quel était le contenu du rapport.

Dans la discussion, le camarade Seipold fit un tableau de la situation actuelle, il montra le rôle de la démocratie bourgeoise, comme démocratie pour la bourgeoisie et dictature contre le prolétariat. Le rapporteur dit que nous avons déjà le fascisme ? Au Reichstag, Remmele demande que le fascisme arrive au pouvoir, en 24 heures il se liquidera de lui-même et nous monterons sur ses épaules. Laquelle des deux opinions est alors l'opinion juste ? Comment les ouvriers doivent-ils faire pour s'y retrouver dans ce charabia électrique ? Le rapporteur a dit que la presse bourgeoise, en occupant de Trotsky, prouve que Trotsky est un contre-révolutionnaire ; il dit aussi que même la presse bourgeoise dit que la R.G.O. est une puissance... Donc, la presse bourgeoise s'occupe aussi de la R.G.O.

Ensuite, S. démontra, à l'appui de la brochure « Comment battre le nationalisme ? », que Trotsky n'est pas pour, mais contre le « moindre mal », mais dans le referendum prussien la direction du Parti a fait la preuve que c'est elle qui considère les nationaux-socialistes comme le moindre mal.

Brand, notre camarade des Jeunes, montra quelle raison d'être peut avoir un front unique sans P.C., le rôle que joue le P.C. et celui qu'il devrait jouer.

Un autre camarade lut un passage de la « Arpo » (journal des brandlériens) pour montrer la façon démagogique dont les pensées du camarade Trotsky sont dénaturées. En faisant la comparaison avec la brochure de Trotsky, il montra comment la « Arpo » écrit d'une manière consciente des mensonges, ce qui provoqua de la part du brandlérien présent une interruption qui déclencha un rire général.

A la fin, le camarade S. expliqua avec grande compétence les questions de la nécessité du travail fractionnel dans les syndicats et celle du front unique prolétarien ; en faisant inlassablement pression sur les camarades du Parti, il faut amener un changement de l'état d'esprit dans le Parti en faveur d'une juste politique léniniste ; c'est là actuellement notre tâche essentielle.

Ernst.

AVIS

La tenue du Congrès national du Parti nous oblige à remettre nos réunions publiques aux dates et lieux suivants :

XIII^e arrondissement :

Mercredi 9 mars, réunion publique, au Bouillon Louis, 142, boulevard de la Gare (13^e). Métros : Italie et Nationale.

Bagnolet :

Jeudi 17 mars, réunion publique au Cinéma-Palace, avenue Gallieni, à Bagnolet (Seine).

**

Ces réunions (lieux et dates) seront confirmées par voie d'affiches.

un fusil. Nous entraînés un groupe de soldats qui s'était approché (certains d'entre eux nous prièrent de les commander et de leur indiquer ce qu'il fallait faire) et nous nous dirigeâmes vers la rue Tikhvinskaja pour ouvrir le feu sur le commissariat de police. C'est ainsi que les ouvriers n'hésitèrent pas une minute quand ils durent montrer aux soldats « ce qu'il y avait à faire ».

Les joyeuses nouvelles de victoire venaient coup sur coup : et sortirent des autos blindées dont on disposait déjà ! Couverts du drapeau rouge, ces voitures répandaient l'épouvante dans tous les quartiers sur ceux qui ne s'étaient pas encore soumis. Il ne s'agissait plus de se faulter entre les jambes des chevaux. La révolution se dressait de toute sa taille.

Vers midi, Pétrograd était redevenu un champ de bataille : les coups de fusil et le tacotement des mitrailleuses retentissaient de tous côtés. Il n'était pas toujours facile de savoir qui tirait et d'où l'on tirait. Ce qui était clair, c'est qu'il y avait fusillade entre le passé et l'avenir. Plus d'un coup de feu partit sans la moindre utilité : des adolescents tiraient avec des revolvers qu'ils s'étaient procurés par occasion. L'arsenal avait été pillé : « à ce qu'on dit, si l'on ne compte que les brow-

nings, on s'est partagé plusieurs dizaines de mille de ces armes. » Le Palais de Justice et les commissariats de police brûlaient, la fumée montait en colonnes vers le ciel. Sur certains points, les escarmouches et les échanges de coups de feu devenaient plus graves : c'étaient de véritables combats. Sur la perspective Sampsonovskiy, devant des baraquements occupés par les équipes des autos de guerre, qui formaient quelques groupes aux portes de leurs garages, des ouvriers s'approchèrent : « Alors, les camarades, qu'est-ce que vous attendez ? » Les soldats ont le sourire, mais « un mauvais sourire » et ils se taisent, rapporte un ouvrier qui fut témoin de la scène ; les officiers ordonnent brutalement aux travailleurs de passer leur chemin. Les automobilistes de l'armée, de même que la cavalerie, se montrèrent, en février comme en octobre, les forces les plus conservatrices. Bientôt, devant une palissade, s'attroupaient les ouvriers et les soldats révolutionnaires. Il faut obliger à sortir du repaire un bataillon douteux. Quelqu'un vient dire qu'on a envoyé chercher une auto blindée : autrement, on ne pourrait avoir le dessus, probablement, sur l'équipe des autos de l'armée qui s'est fortifiée et s'est couverte par des mitrailleuses. Mais la masse trouve difficile d'atten-

dre, elle s'impatiente, elle s'alarme, et, dans son impatience, elle a raison. Les premiers coups de feu partent des camps opposés. Cependant, la palissade est un obstacle qui sépare les soldats de la révolution. Les assaillants décident de démolir cette barrière. On l'abat partiellement, on incendie une autre partie. Les baraquements se trouvent à découvert, il y en a une vingtaine. L'équipe qui se défend s'est retranchée dans deux ou trois de ces constructions. Les barques évacuées par elle sont immédiatement brûlées. Six ans plus tard, Kaïourov écrira dans ses souvenirs : « Les baraquements en feu, et autour d'eux la palissade abattue, le tir des mitrailleuses et des fusils, l'animation visible des assaillants, l'arrivée à toute vitesse d'un camion automobile amenant des révolutionnaires armés et, enfin, d'une auto blindée dont les pièces d'artillerie étincelaient, formaient un tableau splendide, inoubliable. » Ce qui brûlait, c'était la vieille Russie des tsars, du servage, des popes et de la police ; elle brûlait en ses baraquements et avec ses palissades, crachant feu et fumée, elle crevait dans les hoquets des feux de mitrailleuses. Comment les Kaïourov, les dizaines, les centaines, les milliers de Kaïourov qui existaient n'auraient-ils pas été enthousiasmés ? L'auto blindée

qui survint tira quelques coups de canon sur le baraquement où s'étaient enfermés les officiers et les soldats automobilistes. Leur commandant fut tué. Les officiers, s'étant dépouillés de leurs épaulettes, galons et signes de distinction, s'enfuirent à travers les potagers du voisinage. Les autres se rendirent. Ce fut peut-être la plus grosse des collisions de la journée.

Le soulèvement de l'armée était devenu entre-temps comme l'effet d'une épidémie. Le 27, les effectifs qui ne s'étaient pas soulevés furent seulement ceux qui n'avaient pas trouvé le moment de s'insurger. Vers le soir, se joignit au mouvement les soldats du régiment Séménovskiy, qui s'étaient illustrés dans le féroce écrasement de l'insurrection moscovite en 1905 : onze ans écoulés avaient laissé leur marque ! Agissant de concert avec les chasseurs, les « Séménovskiy », la nuit venue, vinrent enlever les soldats du régiment Ismailovskiy, que leurs chefs tenaient enfermés dans leurs casernes ; ce contingent qui, le 3 décembre 1905, avait cerné et arrêté les membres du premier Soviet de Pétrograd, était encore considéré, en 1917, comme un des plus arriérés. Ainsi, la garnison de la capitale, au nombre de 150.000 hommes, se désagrégeait, fondait, s'éclipsait. Vers la nuit elle n'existait déjà plus.

A LA VEILLE DU CONGRÈS

Le congrès du Parti se tient dans quelques jours. Ce qui caractérise sa préparation et son orientation, c'est l'article signé par Semard, paru dans l'Humanité du 21 février, car il marque fortement les intentions de la direction et révèle le trouble et le mécontentement qui existent dans le Parti.

L'article en question est un pure provocation au Parti. Jamais, de mémoire de militant, on avait vu pareille ignominie. Les staliniens nous avaient accoutumés à un sabotage des congrès; cependant, ils y mettaient la forme. Ils trouvaient deux ou trois membres de l'appareil sur qui convergeaient les feux avant le congrès et au cours de celui-ci. Aujourd'hui, il leur faut une unanimité absolue; la tribune ne doit être permise qu'aux bons ouvriers qui ôteront leur cigarette et se découvriront pour parler à l'appareil.

Il n'y a pas six mois, cette même direction invitait « les bouches à s'ouvrir ». Sentant le mécontentement qui grandissait, elle avait voulu faire fonctionner une soupape de sûreté en opérant un « tournant », comptant reprendre rapidement la main sur le Parti. Mais, la crise, les difficultés de chaque jour pour remplir les tâches du Parti, la coupure d'autant plus sensible avec les masses, autant de choses qui font réfléchir de plus en plus la base du Parti et, maintenant qu'elle croyait pouvoir ouvrir la bouche, bien souvent elle arrive en tâtonnant, en trébuchant, à exprimer, sans toutefois se dégager de toute la confusion centraliste, quelques points de vue beaucoup plus près de la réalité et d'une politique capable de remettre le Parti sur pied. Semard écrit : « Les rapports et résolutions de rayons et les résolutions elles-mêmes montrent la multiplication des manifestations opportunistes ». (Opportuniste ne signifiait rien de précis sous la plume de Semard). Toutes ces divergences qui se manifestent rarement avec vigueur, elles expriment l'inquiétude profonde du Parti qui veut retrouver la confiance de la classe ouvrière mais qui ne voit pas les moyens d'y arriver. Cette absence de confiance des masses, la base du Parti la traduit dans sa méfiance envers la direction. Mais tandis que cela consistait jusqu'alors par l'inertie dans l'application d'une politique pourtant approuvée, aujourd'hui des résistances actives se font jour. Elles surgissent parfois pour des motifs apparemment secondaires, mais leur existence même prend une signification primordiale. Semard en signale quelques-unes.

« La conférence du 5^e rayon a repoussé les propositions de la région... La conférence de Seine-et-Oise a renouvelé sa confiance à Morin en repoussant les propositions de la région... Malgré l'opposition du délégué de la région « le 7^e rayon a délégué à la conférence régionale après trois votes successifs Georges Joseph qui... »

Dans ce numéro, d'autres faits sont signalés provenant du 8^e rayon, du 15^e rayon.

La bureaucratie stalinienne voit croître le péril qui menace sa conservation; pendant des années, elle a peu à peu épuisé une grande partie de ses possibilités de manœuvre; la situation présente les réduit encore davantage. Elle ne voit de ressource que dans la méthode forte. Faire planer la terreur disperse encore plus le Parti, voilà ses moyens pour tenir le coup.

Qui osera faire des critiques verra son nom publié dans l'Humanité, cloué au pilori, trainé dans la boue, dénoncé comme l'ennemi de classe. Un rayon prétend nommer librement ses délégués. Pas de ça ! Il devra se réunir à nouveau parce que la direction exige qu'il se rétracte, parce que la direction prétend priver certains membres de leurs droits du Parti, non parce qu'ils n'auraient pas rempli leurs tâches, mais parce qu'ils ne sont pas d'accord.

Et ce projet de réorganisation de la région parisienne sur lequel on fait peu de bruit, il vise aussi au même but : maintenir le Parti sous la coupe des bureaucrates. Au lieu de quinze rayons dans la Seine, dont certains déjà assez étendus, il n'y en aurait plus que sept dont un seul pour Paris. Pour quelles raisons ? Lisons bien ces lignes de Semard : « Or, d'une part, la tendance des dirigeants de rayons est à l'autocratie des directions supérieures, en s'oubliant eux-mêmes et on assiste d'autre part à des attaques malsaines et profondément injustes contre quelques dirigeants du Parti et de la région, qui semblent être inspirées par des ennemis du Parti. »

Quinze comités de rayons, cela faisait deux à trois cents militants ac-

tifs, en majorité dans des entreprises, discutant de la politique du Parti avec assez de liberté, c'était la possibilité que des courants se matérialisent. La nouvelle organisation, non seulement réduira de beaucoup ce nombre de camarades automatiquement et à cause des distances, mais en outre l'appareil y aura un poids spécifique plus grand, il pourra exercer son contrôle, sa surveillance plus minutieusement; sa répression pourra jouer plus vite.

Face à une telle provocation de la direction, les ouvriers du Parti révoqueront le défi. Ils doivent refuser de servir de mannequins à la direction. Ce que l'on reprochait peu de temps auparavant au « groupe », on s'y livre cette fois-ci à une échelle bien plus grande. La bureaucratie ne voit son salut que dans le bâillonnement du Parti, dans son étranglement « que des camarades qui défendent sans réserves la politique du Parti » doivent être délégués au congrès, alors que la tâche du congrès est avant tout d'élaborer la politique.

Les travailleurs du Parti non seulement ne doivent pas se laisser impressionner par la terreur bureaucratique, mais avec vigueur, avec brutalité, ils doivent riposter à ceux qui dirigent encore le Parti en nommant leurs délégués, en exprimant toute leur pensée, en s'opposant aux exclusions. Ils doivent mettre un terme aux menées des bureaucrates. Mais ils ne pourront pas détacher cette lutte de celle pour rendre à l'Internationale et au Parti une orientation politique susceptible de le mener à la conquête des masses.

Pour cette politique, pour ce régime sain, l'opposition de gauche, depuis des années et à travers une hostilité quasi générale, a montré la voie.

Ce n'est que dans la mesure où les militants du Parti comprendront que toutes les difficultés actuelles ont leur cause dans la dégénérescence centraliste et ne peuvent être résolues que par le retour à la politique léniniste en U.R.S.S. et dans toute l'I.C., qu'ils pourront jouer un rôle actif pour le redressement communiste.

Dans l'état présent où pullulent dans le Parti du haut en bas groupes et fractions, la conception développée par l'opposition : « Qu'ils ne disparaîtront que par l'élimination du malaise qui le crée », s'avère irréfutable. Les communistes soucieux d'un développement révolutionnaire, doivent s'éloigner des groupes et des clans sans principe, pour, sur notre plate-forme politique, s'organiser en une fraction solide dont l'intransigeance principielle, le dévouement à la cause communiste internationale, et sa force grandissante constituent le seul gage de régénérescence de l'I.C.

Ce n'est pas en « rentrant chez soi » ni en tolérant qu'on fera reculer les naufrageurs du Parti, mais par une lutte implacable.

Le rapport d'organisation de la Région Parisienne

La région parisienne du parti vient de publier un rapport d'organisation pour sa prochaine conférence. Comme condamnation de la politique du parti, il n'est pas de bilan plus accablant. Nous allons donner une série de chiffres contenus dans ce rapport qui sont suffisamment éloquentes. Nous verrons ensuite ce qu'en pense la région et ce qu'elle propose.

Effectifs du parti. — 1928, 13.472; 1929, 10.184; 1930, 6.895; 1931, 7.156 (1). Pour la seule année 1931, sur les 7.156 membres, il y a eu 2.238 cartes nouvellement délivrées, soit une fluctuation supérieure à 30 %.

Cellules. — Dans la Seine, sur 334 cellules. 142 cellules locales, 77 cellules d'usines seulement et 89 cellules d'administration. En Seine-et-Oise, pas une seule cellule d'usine. Le rapport s'exprime en outre de la façon suivante : « Il y a encore dans ce maigre bilan des cellules dites d'entreprise où quelquefois un ou deux camarades travaillent dans l'intérieur. »

Et quand il y a des camarades dans les usines, voici un exemple.

Dans le 6^e rayon. 3 cellules d'usines (Citroën Javel, Alsthom Lecourbe, S.I.P.) comprenant, sur plus de 20.000 métalliques, 28 camarades dans l'usine et 14 rattachés.

20^e Union Syndicats unitaires. — 1929-1930.100; 1930 : 118.645; 1931 : 100.000.

Chômeurs. — Les résultats ont été meilleurs. Les comités grouperaient près de 40.000 membres. Mais il est faux de dire que 20.000 furent mobilisés le 12 janvier.

Jeunesses. — 1929 : 1.200; novembre 1931 : 700; décembre 1931 : 850. (Il faut tenir compte de la fluctuation qui doit dépasser 50 %; à certains moments, il y avait à peine 600 adhérents aux J.C. dans la région parisienne).

4 cellules d'entreprise; 27 cellules locales.

Pas une section de jeunes syndiqués. Une amicale de conscrits.

Moyenne du tirage des journaux d'usines ou locaux : une dizaine par mois.

Nous passons sur le S.R.I. en régression, sur les Amis de l'U.R.S.S. tombés en avril 1931 à 127, le S.O.L., la vente de l'Humanité, etc. Partout, des résultats négatifs.

Dans sa conclusion, le rapport s'exprime : « Pendant très longtemps on s'est gargarisé avec des formules et malgré une diminution considérable de nos effectifs, il était courant d'entendre affirmer que notre influence augmentait ou se maintenait. C'était faux ! » Pour l'avenir dit, quand « on », c'est-à-dire la direction, se gargarisait de formules, nous avons été agonis de sottises. Mais, voyons ce que l'on propose maintenant où l'on prétend ne plus vouloir se gargariser de formules. Comme ce rapport est lié — tant bien que mal d'ailleurs — à un rapport politique erroné, il n'ap-

(1) Ces chiffres comprennent les départements de la Seine (y compris Paris), de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne.

DANS LE 7^e RAYON

Nous avons eu connaissance du rapport du comité du 7^e rayon. On n'y trouve pas de choses extraordinaires; mais il confirme une fois de plus quel est l'état véritable du Parti, que les affirmations optimistes de certains bureaucrates voudraient encore nier. Le 7^e rayon, c'est, en plus du 17^e arrondissement de Paris, les communes de Clichy, Levallois, Asnières et Gennevilliers; donc, une agglomération très importante au point de vue prolétarien. Du rapport du rayon, on apprend : que l'organisation dans les entreprises est squelettique; que les adversaires du Parti à Clichy (la municipalité pupiste) se sont consolidés; que, dans ces derniers mois, l'activité s'est très ralentie; que les jeunesses se comptent par unités.

Bilan déficitaire, reconnaît le comité de rayon, en ajoutant fort justement « qu'il était bien difficile de remporter des succès dans un rayon, alors que l'ensemble du Parti se coupait des masses ». Mais là, le comité de rayon suit la direction du Parti, du moins ce que la direction disait au moment où ce rapport fut écrit (décembre 1931) : la ligne politique était juste; c'est la

porte pas autre chose que des formules. D'où proviennent toutes ces pertes, toutes ces fluctuations? Le rapport s'en inquiète peu; il sacrifie à la ligne en jetant rapidement l'anathème sur le groupe; par ailleurs, il insiste sur les procédés bureaucratiques qui font traîner les mutations et les adhésions pendant des mois.

Avant constaté une fois de plus que le parti était une passoire, la direction régionale ne cherche pas la cause du mal, elle se pose comme objectif de remédier à nouveau la passoire. C'est une expérience qui a été faite depuis des années. On sait à quoi elle aboutit. Les conditions objectives, la tenue de la campagne électorale amèneront peut-être un renforcement numérique momentané du parti, mais cela ne pourra avoir de conséquences profondes et durables tant que la politique générale du parti — et aussi sa politique de recrutement — ne seront pas modifiées.

Deux propositions sont à retenir. D'abord la création d'écoles élémentaires par rayons parce que la région manque de militants éduqués (cela, à Paris!), d'orateurs capables de porter la contradiction. Comme sujet de cours : 1^o Deux mondes; 2^o Ligne et organisation du P.C.; 3^o Le parti socialiste; 4^o Comment lutter?... Le but est très clair : il faut le plus grand nombre de camarades pour prendre la parole pendant la campagne électorale. Il ne s'agit pas de former des militants éduqués, mais des agitateurs plus ou moins capables. Cela ne relèvera pas le niveau du parti.

Autre proposition : réorganiser la région : 1 rayon pour tout Paris, 6 en banlieue; ceux de S.-et-O. parrainés par ceux de la Seine. Les raisons données sont très vagues : on veut concentrer les efforts, éviter les réunions inutiles, etc. Une refonte de l'organisation du parti s'impose, mais d'abord en ce qui concerne l'organisme de base, là où doit s'élaborer la politique du parti. Dans la réorganisation projetée, on accorde des droits politiques aux comités de sous-rayons. Ça ne changera pas grand-chose à la réalité.

LA VIE...

faute au groupe si des erreurs ont été commises. Nous avons relevé en son temps la puérité d'une telle explication. Ce qui est plus intéressant, ce sont les faits que le comité de rayon rapporte où les bureaucrates du centre ont imposé leur volonté à la base. Parmi quelques faits révoltants, épinglons celui-ci, qui montre que toute la phraséologie ultra-gauchiste n'empêche pas de fleurir l'opportunisme le plus plat. C'est autour de la municipalité de Clichy qu'a commencé la crise qui devait amener le départ des « six » et la constitution du parti pupiste. Dès le début de la crise, alors que le rayon, ayant une réaction prolétarienne saine, voulait la rupture avec les éléments opportunistes, la région « tergiversait et perdait en marchandages secrets avec les pupistes le bénéfice que nous aurions eu à poser les premiers publiquement toutes les questions ». Et, après cela, on accuse toujours le rayon d'avoir été... mécanique. (Vis-à-vis de l'opposition de gauche, la direction régionale n'aurait pas tant hésité.)

Le comité du 7^e rayon se borne à demander des sanctions plus lourdes contre le groupe; mais il ne voit pas que le groupe Barbé ou groupe Thorez, c'est la même fausse politique qui, après avoir coupé le Parti des masses, ne lui permet pas de reprendre contact avec elles.

DANS LE 8^e RAYON

L'un des candidats prévus par le parti pour le 18^e arr. était Pillot, bien célèbre dans la R.P. Mais Pillot a eu des « faiblesses » que Semard a dénoncées dans son article infect. Il s'est conduit comme un « libéral pourri ». Aussi, le B.P. est venu exiger du rayon de se prononcer contre la candidature Pillot. Mais le rayon n'accepta pas et à une très grosse majorité le B.P. fut mis en échec (il n'eut pas 10 % des votes).

Certes, ni la question en cause — une candidature aux élections — ni le camarade en question, Pillot — n'ont pour eux les sympathies de l'opposition. Mais ce que nous soulignons avec satisfaction, c'est que, dans le parti, on n'entend plus être si facilement des « mannequins ». Aujourd'hui on s'est dressé dans le 8^e rayon pour une petite chose; demain, les camarades enchaîneront cela aux grandes questions vitales pour le parti.

Trotsky fut l'organisateur de l'Armée rouge. Sous sa direction elle écrasa les généraux contre-révolutionnaires et libéra le territoire de l'U.R.S.S.

« L'Humanité », 9 nov. 1932.

DANS LE 15^e RAYON

La conférence de rayon s'est poursuivie devant un plus petit nombre de présents. Il est permis de penser que des camarades ne sont pas venus pour n'avoir pas à se prononcer; pareil manque de courage serait tout à fait déplorable. Mais, parmi les présents, se trouvait le camarade Leboucq. Lui et le camarade D... à qui on avait soumis un questionnaire, abordant un tas de problèmes dont l'appréciation sur les « trotskistes », prirent le taureau par les cornes et soulèverent les problèmes politiques et le régime du parti, plaçant les camarades devant leurs responsabilités de communistes.

Cette attaque porta ses fruits. Le bureau du rayon fut désorienté. Quant au représentant de la région, Costes, il osa prétendre qu'il n'avait jamais été question d'exclusions. Signalons que dans son

Vive l'armée de la

LA VÉRITÉ SUR LA NAISSANCE DE L'ARMÉE ROUGE

La Finlande, les pays baltes, l'Ukraine sont occupés par les Austro-Allemands. Les Turcs entrent au Caucase, d'ailleurs « indépendant ». Les Anglais occupent Bakou. Les Roumains s'emparent de la Bessarabie. Les Japonais débarquent à Vladivostok (le 6 avril). La révolution est dans un cercle de fer et de feu. Il lui faut une armée. Cette armée, il faut la tirer du néant.

Dès le 2 (15) janvier, pendant les négociations de Brest-Litovsk, un décret avait été promulgué portant la constitution d'une armée rouge de volontaires.

L'état-major rouge — ce qui restait de l'ancien état-major — appelait les Soviets locaux à manifester leur initiative par la constitution de nouvelles troupes, le bataillon de 150 hommes devant être adopté pour unité. Cet appel fut entendu; la véritable armée rouge devait naître plus tard, derrière la couverture que lui formèrent ces premières unités improvisées. Un Conseil supérieur de l'armée était formé le 1^{er} mars. Trotsky apparut dès ces premiers jours comme l'animateur inlassable de cette création d'armée.

« Sans militaires sérieux et expérimentés », disais-je à Vladimir-Illitch (Trotsky, Sur Lénine), nous ne sortirions jamais de ce chaos. — Il semble que ce soit juste. Mais s'ils allaient nous trahir ? — Nous adjoindrions un commissaire à chacun d'eux. — Nous en adjoindrions deux, s'écria Lénine, et qui auront la poigne solide. Il ne se peut pas que nous manquions de communistes à poigne. Le type des organismes dirigeants de l'armée naissante fut ainsi conçu : deux spécialistes, officier de carrière et deux commissaires bolchéviques. Les mi-

litaires acceptaient, semble-t-il, sans trop de difficultés, ces situations, ce contrôle. Habités à l'obéissance passive et au service de l'Etat, ils se soumettaient dès qu'une autorité s'imposait à eux. Les généraux blancs se plaignent dans leurs mémoires de la facilité avec laquelle les bolchéviques recrutèrent le personnel technique de l'armée rouge. Il fallait vivre. Et le sentiment patriotique parlait aussi. Nombreux étaient du reste les officiers qui, dans l'armée rouge, devaient rester les ennemis de la révolution. La conjuration s'installait en permanence dans l'armée. Trotsky eut à réfuter les arguments de ceux qui craignaient que l'armée — à la direction de laquelle participaient d'anciens généraux — ne devint un instrument de contre-révolution. Formée d'ouvriers et de paysans pauvres, bien encadrée de commissaires communistes, elle n'aurait, répondit-il, à craindre que des trahisons individuelles. Il eut à combattre les meurs créées par la révolution même. Depuis de longs mois, les chefs militaires étaient élus. L'éligibilité des chefs avait été commandée par la nécessité de démocratiser l'ancienne armée. « Tant que le pouvoir appartient à la classe ennemie, tant que les cadres de l'armée furent l'instrument de cette classe, nous devons briser, par l'éligibilité des chefs, la résistance du commandement. Mais le pouvoir est aujourd'hui aux mains de la classe ouvrière au sein de laquelle l'armée se recrute. Dans ces conditions — je vous le dis en toute franchise — l'éligibilité des chefs n'a plus

d'utilité politique, elle est techniquement inadéquate, un décret l'a déjà annulée en fait. »

Aussi justes que fussent ces raisons, elles ne s'imposèrent pas sans peine. Comment ! On allait replacer d'excellents révolutionnaires, des prolétaires, sous le commandement — même contrôlé par des commissaires (...incompétents !) — de généraux fusilliers d'hier et d'officiers contre-révolutionnaires en leur for intérieur ! Il le fallait. « La création de l'armée », disait Trotsky, est pour nous une question de vie ou de mort. »

Aucun appareil administratif capable de mobiliser les forces nécessaires à la formation de l'armée n'existait. Le parti, révélant une fois de plus l'importance décisive de sa mission historique, dut suppléer l'Etat. Les gardes rouges, les unités de partisans (nombreuses dans le Midi, mais anarchiques, indisciplinées, infiniment difficiles à contrôler), quelques unités à peu près régulières subsistant de l'ancienne armée offraient à la République un premier matériel de guerre, très inégal et très inconsistant. La campagne de recrutement donna d'assez bons résultats, quoique insuffisants. Pétrograd fournit, au 1^{er} avril, 25.000 volontaires, Moscou plus de 15.000, 106.000 volontaires s'inscrivirent en six semaines.

(Extrait de l'An I de la Révolution russe, par VICTOR-SERGE, p. 247. 1 vol. de 20 fr. à la Librairie du Travail.)

...DU PARTI

intervention creuse, une tentative de défense de l'article de Sémard paru le jour même fut très mal accueillie. Par conséquent, aucune exclusion ne fut prononcée par le rayon. Les mesures seront-elles prises d'en haut ?

Le rayon avait préparé une résolution, la région ne la trouva pas convenable. Il y avait bien une déclaration de fidélité à la ligne du parti, mais il y avait des critiques politiques de l'activité générale du parti, critiques justes mais limitées, ne se rattachant à aucune ligne précise; cela suffisait pour que le sommet s'y opposât. Le comité de rayon ne modifiant pas ses positions, le vote donna 4 voix à la région, une trentaine, à la motion du rayon; une autre motion doit être déposée par les deux camarades qui s'étaient opposés à la ligne du parti.

Ajoutons, en outre, qu'une demande au rayon de faire envoyer une délégation des ouvriers de chez Delage à la conférence régionale fut unanimement repoussée. Les camarades ne voulant pas travailler pour le communiqué. Malgré l'emprise bureaucratique, les éléments prolétariens reprennent, quoique très faiblement encore, conscience d'eux-mêmes. La direction du parti comprend bien que certaines des « faiblesses » d'aujourd'hui, si nombreuses dans le 15^e rayon, préparent son effondrement de demain. Les mesures qu'elle pourra prendre la sauveront pour un temps; elle continuera à nuire au parti; mais pour un temps seulement.

Pour vaincre il fallait que la révolution eût à la tête de l'armée un homme d'une volonté inébranlable, jouissant de la pleine confiance du Parti.

Huma, 7 nov. 1923.

L'HAY-LES-ROSES, LES CAMARADES SE DRESSENT CONTRE LA DIRECTION

Thorez, Sémard et Cie ont fait grand bruit de la position des camarades de l'Hay-les-Roses. Après les discussions de la conférence du 4^e Rayon, Sémard a brutalement attaqué la cellule de l'Hay dans l'Humanité. Ce bureaucrate rancé déverse ses injures ordinaires : « Opportunistes », « trotskystes », etc.; il donne des citations tronquées, faussant l'opinion des camarades; mais pourquo: ne publie-t-il pas tout simplement la résolution adoptée par la cellule ?

La réponse des bureaucrates aux critiques franchement et honnêtement faites par les camarades de l'Hay illustre une fois de plus ce que nous ne cessons d'affirmer : les bureaucrates centristes tuent le parti. Jetez un coup d'œil sur la situation à l'Hay. Voilà une commune de près de 6.000 habitants, de composition mi-petit-bourgeois agricole, mi-ouvrière. Le parti a recueilli à peu près 400 voix aux dernières élections. Les socialistes, qui sont installés à la municipalité, font une politique « de gauche », favorisant habilement les œuvres « sociales », entretenant de bons rapports avec le comité de chômeurs, etc. Le parti possédait une cellule de 20 à 25 membres. Après les ravages de la « troisième période », la cellule ne compte plus guère qu'une dizaine de camarades dévoués, entourés de sympathisants du Secours Rouge, etc. Or, qu'est-ce que Sémard reproche à cette cellule affaiblie ? Croyez-vous qu'il va examiner avec les camarades la situation, proposer une politique de re-

dressement ? Naturellement il n'en est pas question : il reproche aux communistes de l'Hay de ne pas assez agir au social-fascisme, c'est-à-dire de ne pas attaquer assez... bureaucratiquement la municipalité ! Un certain nombre d'ouvriers sérieux et révolutionnaires soutiennent la municipalité. Comment les gagner ? Toute la question est là. Ce n'est pas une question particulière à l'Hay, c'est une question générale : celle de la lutte pour la conquête des ouvriers réformistes. On reproche aux camarades de l'Hay de ne pas avoir présenté une liste intégralement communiste pour les élections à la caisse des écoles. Une liste ouvertement dévouée à un patron de la localité menaçait de l'emporter; la présentation d'une liste intégrale du parti faisait passer automatiquement les délégués du patronat. Les camarades de l'Hay jugèrent plus juste de leur faire échec en présentant un nombre de candidats qui, avec les candidats socialistes, constituaient le nombre des sièges à pourvoir. Bien entendu ils le firent sans rien renoncer de leur critique vis-à-vis des socialistes. Tels sont les faits qui ont déclenchés la colère de Sémard et de Thorez. C'est à dire des gaillards qui ont sacrifié des années des bavardages républicains de M^r Bérthon, les faufouilles des Fraissex, les reniements et les votes scandaleux de leur fraction parlementaire pourrie !

Nous sommes certains que les camarades de l'Hay ne se laisseront pas abuser par les insultes de l'appareil. Le régime de l'éteignoir, les calomnies, ne parviendront pas à avoir raison de leur dévouement et de leur énergie. Une saine et complète critique des méthodes et des positions de la direction centriste doit les amener résolument sur la plate-forme de l'opposition de gauche.

Ce que les socialistes ont à craindre, à l'Hay comme ailleurs, ce ne sont pas les bureaucrates, qui ne parviennent qu'à affaiblir le parti, c'est le parti régénéré par l'action de sa fraction de gauche. Qu'ils ne se réjouissent pas des discussions dans les rangs communistes : elles sont le prélude de la régénération du parti qui permettra de battre efficacement la social-démocratie.

Aussitôt après l'attentat contre Lénine, nous avons décidé de tuer Trotsky, qui devait se rendre sur le front oriental.

Déclaration de la S. R. Lydia Koujlewa, Huma, 22 mars 1922.

A MARENNES

CONTRE LES REFORMISTES
Le 14 février avait lieu, à Marennes, une conférence organisée par la Fédération des fonctionnaires sur « La crise et le syndicalisme », par Poupin, de la Fédération postale, et Jolinier, secrétaire de l'U. D. confédérée. Leur exposé, inspiré du plus plat réformisme, ne fut qu'une préparation à la campagne électorale.

A la demande des camarades du Parti, de Marennes et de Bourdeaux, notre camarade Courdavault leur opposa notre conception du syndicalisme et la nécessité d'ouvrir pour l'unité syndicale et le front unique, sans cesse de démasquer le rôle de trahison des chefs réformistes.

La réponse de Jolinier, qui jona le rôle de briseur de grève lors du mouvement des dockers de La Pallice, ne fut que le ramassis d'injures habituel, se faisant ainsi sainement apprécier par l'auditoire.

DANS LA RÉGION DU CENTRE-EST

Un article de Thorez et une résolution de la conférence de la région du Centre-Est nous ont appris d'une part qu'on avait fait le front unique avec la Ligue des Droits de l'Homme et les radicaux; d'autre part que des exclusions étaient prononcées vis-à-vis de camarades de Seloncourt et de Valentigney. Existe-t-il un rapport entre ces faits ? Nullement. Les responsables de ce « front unique », ce sont Janin et Jacob, cet opportuniste invétéré; pour cela aucune sanction à leur égard, car ils s'érigent en champions de la « juste ligne » auprès des autres et excluent ceux qui manifestent des désaccords.

Dans le « Semeur ouvrier », la direction régionale a exclu des camarades de Seloncourt sur des motifs de moralité; en réalité, dans ce domaine, il y a eu tout simplement une malpropreté commise par la direction régionale envers des camarades qui s'opposaient à la politique du parti. Ces camarades ont démontré, preuves en mains, de façon irréfutable, dans une petite feuille « Le Patria » tirée à la Roncé et dans des réunions, qu'on avait monté une cabale contre eux. Nous ne nous étendons pas là-dessus; nous rappellerons des faits qui montreront bien que des divergences existaient depuis longtemps. Celles-ci portaient sur le travail syndical. Jacob, secrétaire de l'U. R., n'étant pas venu depuis près de deux ans faire une réunion syndicale dans ce chef de Peugeot où sont exploités près de 20.000 prolétaires qui, aujourd'hui, se font des mois de 550 francs en moyenne. Elles portaient sur le travail coopératif, les camarades de Valentigney ne voulant pas par des mesures insensées risquer de sacrifier leur coopérative « La Fraternelle » qui constituait un solide bastion contre les Peugeot et permettait à ce noyau de militants chassés des usines de poursuivre le travail d'organisation ouvrière qu'ils avaient entamé. Un exemple de la lutte entre la région et ces camarades : il y a quelques mois, la direction reproduisit dans « Le Semeur » le célèbre article de Thorez contre le camarade Sentuc. Ces camarades envoyèrent un article pour dire : il y a des Sentuc dans notre région. La direction mit l'article au panier. Le camarade le plus visé, Ferrand, a eu des désaccords lors de la grève de Morez, en pleine « troisième période », grève que Bourneon voulait « politiser » à bloc; il en eut aussi, lors de la grève à Audincourt pour le même motif avec Croizat qui le menaçait : « Nous aurons ta peau. » Depuis, la lutte a été systématiquement menée. Lettre au C.C., article dans les « Cahiers » mai 1931 où ce camarade est traité de « pourriture opportuniste ». Une demande d'exclusion pour motifs politiques, en septembre dernier, est repoussée à la cellule de Seloncourt par une quinzaine de voix contre trois. Mais on a lassé les camarades; la plupart ne reviennent plus et avec quelques nouveaux on se livre six mois après à une opération dégoûtante.

Le résultat le plus clair, c'est encore un affaiblissement du parti dans la région; les journaux locaux à la solde des Peugeot s'en poutlèchent déjà. Les camarades exclus ou démissionnaires n'ont pas l'intention d'abandonner la lutte. Ils envisagent de créer une « Fédération communiste indépendante » dans leur région. Nous tenons à exprimer ici à ces

camarades, qui n'ignorent pas « la Vérité », qu'ils s'engagent dans une voie erronée tout à fait dangereuse. Les exemples ne manquent pas en France de tentatives locales — sans aucune ambition personnelle — qui ont avorté. La plus importante fut celle de Limoges. Cela tient à ce que la lutte des classes ne permet pas de subsister à qui restreint son horizon; qu'on le veuille ou non, la lutte se poursuit sur l'arène internationale et c'est ainsi qu'il faut prendre parti. S'isoler localement ou nationalement, c'est aussi se donner sans le savoir une orientation politique; c'est se priver de perspectives et de liens internationaux, s'engager dans une impasse.

Les camarades de Valentigney et de Seloncourt doivent aborder courageusement le fond des problèmes, voir la source des erreurs commises et en dégager une politique précise pour pouvoir se lier organiquement à une organisation d'un cadre plus grand que le leur. Ce travail ne sera pas commode; il pourra peut-être même entraîner des frottements entre eux, car le centrisme dans son œuvre centrifuge, rejette simultanément des membres du parti de tendances diverses. Les camarades exclus montrent leur volonté de faire œuvre constructive; mais, pour cela, il leur faut une base de départ claire, sinon les échecs — et ils sont si fréquents dans la période présente — achèveraient le travail du centrisme alors qu'ils visent à s'y opposer. Pour éclaircir les questions qui se posent à eux, pour résoudre les difficultés qu'ils rencontreront, l'aide de l'opposition de gauche qui a accumulé une expérience au prix de mille difficultés ne leur manquera pas.

De « vrais bolcheviks » !

Le B.P. vient de s'apercevoir que la fraction parlementaire, dont les interventions ont toujours été montées en épingle dans l'Huma, avait fait de nombreuses fautes. Il a donc pris la décision de ne pas représenter quelques-uns des élus du Parti et a décidé de choisir avec soin les candidats afin d'avoir enfin une fraction bolchevik.

Le choix des personnes — si nécessaire soit-il — est tout à fait insuffisant. La seule véritable garantie, c'est le contrôle permanent de tout le Parti. C'est-à-dire, en dernier lieu, un contrôle effectif de tout le Parti sur toutes ses branches d'activité, à la place du régime bureaucratique irresponsable d'aujourd'hui. Il n'y a pas de tri de candidats, pas de résolution éclatante qui donnera une « véritable » fraction bolchevik tant que le Parti n'aura pas une vie de véritable Parti bolchevik.

BERTHON

Comme nous l'avions prévu, comme seule la direction du parti pouvait ne pas s'y attendre, « Maître Bérthon » quitte le parti, sans définir des positions politiques et avec un langage grotesque et ridicule.

Le B.P. va s'occuper de « cas Bérthon ». Celui-ci n'a pas que son mandat de député qui arrive à échéance. Il est aussi conseiller général communiste du Var. Le B.P. va-t-il exiger de lui qu'il remette ce mandat au parti ?

Le gérant : P. FRANK.

MAISON DES SYNDICATS (Ancien de l'Imprimerie) 3, rue de la Grande-aux-Belles, Paris (10^e arr.)

NOTES ÉCONOMIQUES

ERRATA

Plusieurs erreurs et omissions se sont glissées à la mise en page de notre article, la « Crise en France pendant ces derniers mois ». Vérité du 15 février 1932. Nous reproduisons aujourd'hui divers éléments omis : Courbe de la situation relative de l'économie des principaux impérialismes.

Ce graphique montre clairement la situation privilégiée que l'économie française a réussi à maintenir par rapport à ses concurrents jusqu'à ce jour.

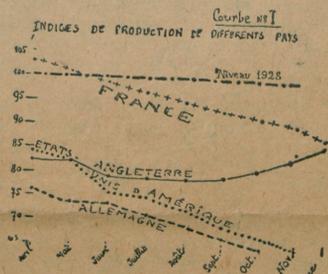


TABLEAU DU CHOMAGE EN FRANCE EN 1931

Dates	CHOMEURS					Non chômeurs
	Chômant complètement		Chômant partiellement			
	Chômeurs complets	Chômeurs secours	travaillant + de 40 heures ou - de 48 h.	travaillant 40 heures	travaillant moins de 40 h.	
1 ^{er} Janv. 31.	300.000	11.950	1.153.000	337.000	210.000	8.000.000
1 ^{er} Avril 31.	500.000	49.958	1.700.000	800.000	600.000	6.400.000
1 ^{er} Janv. 32.	1.500.000	161.773	1.700.000	800.000	1.800.000	4.200.000
30 Janv. 32.	1.500.000	241.487	1.700.000	800.000	1.800.000	4.200.000

Ce tableau montre l'aggravation continue d'accélérer du chômage en France en 1931

RECTIFICATIONS DIVERSES

Transports trafic. — C'est de près d'un milliard et demi qu'ont diminué, malgré l'élévation des droits de transport, les recettes en 1931 par rapport à 1930 et non d'un milliard comme il a été indiqué.

Valeurs industrielles. — Les indices donnés se rapportent à la base 100 en 1913 (on trouve du reste dans le texte du chapitre Commerce-Echanges, ce renvoi à la base 100 en 1913 dont la place était hors texte et qui se rapportait à la caractéristique de l'indice des valeurs industrielles).

Finances publiques. — Ce chapitre a été complètement coupé. Il indiquait que l'extension de la crise ayant amené des excédents de dépenses (chômage, conventions aux banques et firmes capitalistes, dépenses militaires) et des diminutions de recettes sérieuses, le budget serait en déficit par rapport à 1931 de 7 milliards environ. Le déficit budgétaire ne cesse de s'accroître avec l'extension de la crise.

Les conclusions de notre article se trouvent confirmées par les chiffres publiés depuis sa réduction qui tous soulignent l'aggravation de la situation en janvier 1932. L'impôt sur le chiffre d'affaires a baissé en janvier 1932 de 20 % par rapport à janvier 1931. Les importations ont diminué en janvier de 465 millions par rapport à décembre 1931 et les exportations ont diminué de 290 millions. Le déficit de la balance commerciale a diminué. Il n'a été en janvier que de 534 millions contre 709 millions en décembre 1931 et un milliard 400 millions en juin 1931. Cette diminution continue du déficit de la balance commerciale a une cause essentielle, non pas les mesures gouvernementales de contingentement et d'élévation de droits, mais le resserrement progressif du marché intérieur de plus en plus atteint par la crise. Cette diminution du déficit de la balance commerciale ne signifie donc pas une amélioration de la situation mais un approfondissement de la crise.

Révolution mondiale !

DÉCRET DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE

Pétrograd, le 15 janvier 1918.
L'ancienne armée était un instrument de classe de la bourgeoisie destiné à opprimer la classe laborieuse. La prise du pouvoir par la classe travailleuse et la classe de ceux qui ne possèdent rien, a rendu nécessaire la création d'une armée nouvelle. Cette nouvelle armée aura la tâche de protéger le pouvoir soviétique et de constituer la base sur laquelle l'armée permanente se transformera en un pouvoir fondé sur l'armement général du peuple; en outre la nouvelle armée servira à soutenir la révolution socialiste qui approche en Europe.

I

En exécution de ce qui précède, le Conseil des Commissaires du Peuple décide d'organiser la nouvelle armée sur les bases suivantes et sous le nom de « Armée ouvrière et paysanne rouge ».

1^o L'armée ouvrière et paysanne rouge est constituée par les éléments de la classe ouvrière les plus conscients et les mieux organisés;

2^o Tout citoyen de la République russe, au-dessus de 18 ans, peut entrer dans ses rangs. Entreront dans l'armée rouge tous ceux qui sont prêts à mettre leurs forces et leur

vie au service de la défense des conquêtes d'Octobre, du pouvoir soviétique et du socialisme. Pour entrer dans l'armée rouge les garanties suivantes sont nécessaires : celles du comité militaire ou celles des organisations civiles qui dépendent du pouvoir soviétique, celles du Parti ou des syndicats — à la rigueur celles de deux membres d'une de ces organisations. Au cas où une division entière entre dans l'armée rouge, des garanties collectives et un vote nominatif sont nécessaires.

II

1^o Les familles des membres de l'armée ouvrière et paysanne rouge sont entretenues par l'Etat et reçoivent en outre un supplément mensuel de 50 roubles;

2^o Les membres invalides des familles de soldats, secours jusqu'à par les soldats, continueront à recevoir des secours, selon le statut local et selon le règlement du soviét local.

III

Le Conseil des Commissaires du Peuple est l'organisme suprême de la direction de l'armée ouvrière et paysanne rouge. La direction immédiate et l'administration de l'armée est concentrée dans le Commissariat militaire et en particulier dans le collège pan-russe.

DÉCRET SUR L'INSTRUCTION MILITAIRE OBLIGATOIRE

Adopté à la séance du Comité exécutif pan-russe des Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans du 22 avril 1918

Une des tâches principales du socialisme consiste dans la libération de l'humanité du militarisme et de la barbarie des conflits sanglants entre les peuples. Le but du socialisme est le désarmement général, la paix éternelle et la collaboration fraternelle de tous les peuples de la terre.

Ce but sera atteint lorsque dans tous les pays capitalistes importants le pouvoir aura passé aux mains de la classe ouvrière, qui arrachera aux exploités les moyens de production au profit de la classe laborieuse, introduisant ainsi l'ordre social communiste comme fondement solide de la solidarité de l'humanité entière.

Actuellement c'est seulement en Russie que le pouvoir d'Etat appartient à la classe ouvrière. Dans tous les autres pays c'est la bourgeoisie impérialiste qui gouverne. La politique de celle-ci a pour but l'étouffement de la révolution communiste et la mise en esclavage de tous les peuples faibles. La République soviétique, entourée d'ennemis de toutes parts, est obligée de créer sa propre puissante armée, sous la protection de laquelle pourra s'effectuer la transformation communiste de l'ordre social du pays.

Le gouvernement ouvrier et paysan de la République se fixe comme tâche immédiate d'appeler tous les citoyens au service et au travail militaire général. Ce travail se heurte à la résistance opiniâtre de la bourgeoisie, qui ne veut pas renoncer à ses privilèges économiques et qui, par la conspiration, l'insurrection, les tractations avec les impérialistes étrangers, cherche à reconquérir le pouvoir d'Etat.

Armer la bourgeoisie, ce serait entretenir des querelles permanentes dans l'armée et par conséquent ne parvenant à vaincre l'ennemi extérieur. Les éléments parasitaires et exploités de la société qui refusent de remplir les mêmes tâches et d'avoir les mêmes droits que les autres, n'ont pas à porter les armes. Le gouvernement ouvrier et paysan cherche les voies et les moyens pour faire supporter à la bourgeoisie, sous telle ou telle forme, une partie des charges nécessaires à la protection de la République qui, par suite des menées criminelles des classes possédantes, a été soumise à la pire misère et aux pires preuves. Mais dans la prochaine période de transition l'instruction militaire et l'armement du peuple ne seront étendus qu'aux ouvriers et aux paysans n'exploitant pas de main-d'œuvre étrangère. (A suivre.)



Le Comité National Confédéré

Le Comité National de la C.G.T. s'est réuni les 8 et 9 février dernier.

Deux questions ont dominé l'ordre du jour : la crise économique génératrice de chômage et la conférence du désarmement.

La politique générale de la C.G.T. est bien connue dans sa ligne essentielle : affirmations vagues et générales contre le capitalisme et la guerre, d'une part et, d'autre part, activité réelle aidant la bourgeoisie à surmonter sa crise de régime aux frais des ouvriers et à masquer la marche à la guerre impérialiste sous le mensonge pacifiste de la paix par le désarmement en régime capitaliste.

Cette politique trompe des centaines de milliers d'ouvriers dans la C.G.T. et des milliers d'ouvriers dans le pays.

Le Comité national de la C.G.T. a développé cette même politique essentielle en l'appliquant à la situation actuelle.

Mais, cette fois, il a fallu compter avec la volonté de lutte qui se réveille sous l'aiguillon de la misère croissante, fruit du chômage et de la crise, et sous la crainte d'une nouvelle tuerie impérialiste dont la guerre sino-japonaise pourrait être le germe ou la répétition générale.

De nombreuses interventions se sont élevées en faveur de l'action directe, notamment celles de Chevenon, de l'Ardeche, et de Waroquier, des fonctionnaires. Jeannin, du Doubs, a même été jusqu'à attaquer la politique de collaboration des classes et à préconiser, oh ! très diplomatiquement, la sortie de la C.G.T. du Comité capitaliste franco-allemand et du Conseil national économique.

Nul n'aura la naïveté de croire que Chevenon, Waroquier ou Jeannin soient convertis à la lutte de classe et soient décidés à orienter la classe ouvrière vers une issue révolutionnaire ; mais leurs interventions prouvent que, même dans les rangs de la C.G.T., la volonté de lutte grandit et que, pour l'endiguer et la canaliser dans les voies réformistes, la phase de gauche est devenue nécessaire.

Sur ce fait, l'intervention de Vignes a jeté la pleine lumière. Vignes, secrétaire de la Fédération des mineurs, a proclamé la nécessité de céder devant les exigences du patronat des houillères et il a prétendu légitimer sa nouvelle et récente trahison lors des diminutions de salaires du 1^{er} février.

Les résolutions elles-mêmes du Comité national de la C.G.T. sont obligées de ruser avec le réveil de la combativité ouvrière. Outre une série de mesures pratiques de secours immédiats aux chômeurs, ces résolutions comportent la semaine de quarante heures de travail en cinq jours, sans diminution de salaire, l'annulation des dettes de guerre, la lutte contre la menace d'une nouvelle tuerie mondiale et le recours à une vaste campagne d'agitation à travers le pays.

Cette campagne se fera. Elle orientera les masses dans la voie réformiste. Elle servira la campagne électorale du parti socialiste.

Et la politique de la C.G.T.U. et du Parti laisse à Jouhaux les mains libres pour verser le poison réformiste à la classe ouvrière qui commence à se réveiller.

La politique aventurrière de la « troisième période » a rétréci l'influence de la C.G.T.U. et amoindri ses rangs.

Elle a permis à la C.G.T. de concert avec les Rambaud et compagnie, de grignoter la C.G.T.U.

La poussée de la classe ouvrière réveillée se fait, à cause des fautes du Parti, principalement vers la C.G.T. et le parti socialiste.

Il faut que cela cesse par la volonté de la base du parti et de la C.G.T.U.

Il faut pratiquer une véritable politique d'unité syndicale et de front unique.

Semaine de 40 heures en 5 jours sans diminution de salaire, annulation des dettes de guerre, campagne d'agitation : il faut prendre au mot les dirigeants de la C.G.T. en proposant sur ces bases une campagne commune avec le droit, bien entendu, pour chaque organisation participante de mettre en évidence sa propre orientation et ses propres perspectives.

C'est la seule voie pour reconquérir les forces et l'influence perdues et entraîner le prolétariat dans la

voie de la lutte réelle, sans permettre aux Jouhaux, de ruser dans leurs syndicats, dans leurs réunions publiques, dans leurs sphères réservées l'activité.

Cette politique d'abandon du front unique, abandon voilé par la formule grossardiste de 1921 du front unique à la base, a favorisé dans le Nord et le Pas-de-Calais les manœuvres réformistes et empêché le mécontentement des ouvriers de se traduire en grève combattive.

Les diminutions de salaires ont passé, d'autres menacent.

Et maintenant l'Humanité après avoir fulguré, se tait.

Pourquoi ? Parce que, tant que les réformistes influenceront de larges masses et les domineront, nulle grève n'est possible sans la pratique du front unique à la manière de Lénine.

La réalité pose ainsi la question dans le Nord et le Pas-de-Calais : il faut renoncer à la grève ou renoncer à la fausse politique du parti et de la C.G.T.U.

Nul doute que les dirigeants stalinien persévereront dans la fausse politique.

La base doit en décider autrement et travailler à réaliser la grève, seule arme efficace pour la défense des salaires à nouveau menacés.

A. T.

La lutte contre le chômage

L'importance de l'organisation propre des chômeurs, groupant tous les ouvriers et ouvrières que le régime criminel de la société capitaliste a réduits à la misère la plus noire, ne peut plus être ignorée de personne. Cette organisation, sous forme de comités d'arrondissements et de localités, centralisés par les congrès de comités et qui a donné vie à une direction centrale, est encore loin d'être parfaite. Nombreux sont encore les comités dits « autonomes » qui constituent un immense obstacle au développement du mouvement, éparpillent ses forces, réduisent sa combativité, et rend par là le plus grand service à la bourgeoisie. Cette dernière, consciente de ce fait, soutient moralement, et au besoin matériellement, ces dits comités « autonomes ». Mais elle ne s'arrête pas qu'à cela.

Nous voyons dernièrement des tentatives de la part de la bourgeoisie de créer de soi-disant « comités d'aide aux chômeurs », qui par la basse démagogie, pleurnichant et plaignant « les pauvres diables de miséreux » appellent à la charité des bons cœurs chrétiens et laïques. Ces comités d'entraide ne visent en réalité autre chose que de diviser les chômeurs, empêcher les ouvriers de rejoindre leur comité, leur organisation de chômeurs à eux, propre.

Autant de raisons pour les ouvriers conscients, pour les militants révolutionnaires et communistes d'être vigilants, d'étudier minutieusement le problème du chômage, les formes de lutte et d'organisation des chômeurs, les revendications générales et locales pour chaque étape et moment donné.

Sur ce point, le plus gros reste encore à faire. Dans notre Vérité, nous y reviendrons régulièrement, dénonçant toutes les faiblesses, chaque faute, apportant ainsi notre concours pour l'organisation et le renforcement du mouvement du chômeur.

**

Avec l'approche des élections législatives et la campagne démagogique de promesses auxquelles vont se livrer les « chômeurs professionnels » à 60.000 francs par an, pour décrocher un mandat, les chômeurs auront une excellente occasion de faire entendre à ces messieurs la voix de leur ventre vide.

Le Comité du XVII^e a très bien compris cela et a invité mercredi 24 février, à leur assemblée générale, les députés Scapini (aveugle pour la misère ouvrière, mais clairvoyant pour les intérêts de la bourgeoisie), et Brunet (son excellence S.F.I.O.), ainsi qu'un membre de la fraction communiste, à s'expliquer sur le chômage et les revendications des chômeurs.

Fouettés par l'approche des élec-

L'unité syndicale se réalise-t-elle ?

Article de discussion d'un camarade cheminot

C'est chez les cheminots que le mouvement des comités d'unité a été le plus profond ; à la suite du Congrès de Japy, la C.G.T. ayant autorisé le contact et les pourparlers entre syndicats confédérés et unitaires, une vague puissante souleva l'ensemble des travailleurs et l'espérance naquit d'une unité véritable et définitive ; si le mouvement naquit chez les cheminots, c'est parce que dans nulle autre corporation le contact n'est aussi étroit entre travailleurs ; groupés dans des bureaux, des équipes de la voie, les rouleurs se rencontrant dans les corps de garde, ayant entre eux des années de contact, nulle part ailleurs n'existe une telle unité corporative ; c'est ce qui explique la spontanéité du mouvement.

La C.G.T. ayant senti le profond sentiment d'unité latent dans la classe ouvrière, a dû composer avec ce mouvement ; mais elle l'a fait de façon à pouvoir en recueillir tout le bénéfice moral et matériel ; il sembla tout d'abord que Jouhaux avait commis une maladresse en présentant sa motion sur l'unité. En effet, lorsque le contact eut été rétabli entre les différents syndicats, que la discussion fut ouverte, la motion de Japy parut aux yeux de tous, confédérés et unitaires, comme une manœuvre, et c'est le Congrès de fusion qui fut adopté par l'écrasante majorité des réunions et des comités d'unité qui y furent constitués.

Mais, à la réflexion, et en comptant les résultats acquis à la suite du Congrès de Magic-City, on peut se demander si Jouhaux ne connaissait pas l'état d'esprit de la direction de la C.G.T.U. et s'il n'agissait pas en conséquence ; tout semblait le prouver.

La C.G.T., dans son Congrès, a décliné la désagrégation de la C.G.T.U. ; Jouhaux a dit : Nous voulons l'unité par la destruction de la C.G.T.U., par la rentrée dans la C.G.T.

La C.G.T.U., à Magic-City, aurait dû, non seulement démontrer le sens anti-unitaire de la motion de Japy, mais dire aussi : La C.G.T. ne veut pas de l'unité ? Eh bien ! nous d'sons : Unité quand même ; nos propositions ont été repoussées, renouvelons-les en face de la classe ouvrière.

L'ensemble des syndicats confédérés étaient d'accord pour que les causes de la scission disparaissent ; tous, dans les comités d'unité, étaient décidés à faire respecter la liberté d'opinion dans le sein des organisations regroupées.

Si la C.G.T.U. avait fait des propositions publiques à la C.G.T., la répercussion en eût été considérable ; dès les premiers jours du Congrès de Magic-City, l'énorme majorité des adhérents de la C.G.T. attendaient pour savoir quelle serait l'attitude de la C.G.T.U. ; si, du Congrès, il était sorti une véritable motion d'unité, le désarroi chez les chefs réformistes eût été profond. La motion de Magic-City fit la joie de ses chefs et déçut profondément les masses.

On ne manœuvre pas avec l'unité, disent nos augures. Quelle trique prendrait Lénine s'il vivait encore !

Et les résultats, où en sont-ils ? Le réseau de l'Etat vient de connaître une scission ; cette scission eût été rendue impossible avec une politique unitaire juste. Les comités d'unité, que font-ils ? Virtuellement, ils sont morts.

Un mouvement semblable, parti avec un grand enthousiasme, s'il est bien mené, doit conduire rapidement à des résultats. Or, Magic-City lui a cassé les reins. On attend-on pour enlever « la Maladie Infantile » des publications communistes ? Car, en suivant nos dirigeants, il faut admettre que Lénine est dépassé et ne correspond plus à la situation actuelle.

Quel besoin y avait-il de consacrer plusieurs séances du Congrès au problème de l'unité ? Il n'y avait qu'à déposer une motion disant que la tactique appliquée depuis plusieurs années était juste ; qu'attendu que, sur 10 millions de travailleurs en France, il n'y en a à peine qu'un million d'organisés, de ce fait notre effort doit se porter exclusivement sur les inorganisés, que nous devons les grouper, continuer le noyautage de la C.G.T. et passer à l'ordre du jour. C'est été beaucoup plus simple et ne nous aurait pas fait perdre de temps.

Mais, doucement, car nos falsificateurs vont certainement s'emparer de cette phrase pour démontrer que je suis adversaire du travail parmi les inorganisés.

Expliquons-nous, afin de ne pas leur donner cette peine. Il faut évidemment arriver à grouper les inorganisés dans nos organisations ; si nous y parvenons, nous pourrions avec une C.G.T.U. de 5 à 6 millions de membres,

négliger les 800.000 travailleurs qui sont dans la C.G.T.

Mais là encore, si un courant profond entraînait les inorganisés vers les syndicats, il faut admettre que la C.G.T. en profiterait tout autant que nous ; ses possibilités de manœuvre ne sont pas épuisées, et nous resterions encore avec un prolétariat divisé.

Avec une C.G.T. unique, sans y ajouter la lutte de classe, cette dernière étant déterminée par tout un tas de facteurs aussi bien politiques qu'économiques, son rayonnement attirerait dans son sein une masse considérable de travailleurs, qui sauraient choisir dans leur sein les dirigeants qui se seraient révélés les meilleurs défenseurs de ses intérêts.

Mais, diront nos 100 %, et la scission ? Vous espérez que les dirigeants réformistes vous laisseront et ne couperont pas une fois de plus le mouvement syndical en deux ?

Il faut prévoir toutes les questions et y répondre par avance.

Lorsque « la Vérité » dit, et sur ce point les dirigeants du Parti et de la C.G.T.U. sont à tort d'accord : « En 1921, devant la montée révolutionnaire des masses ouvrières, les réformistes firent la scission, etc... », elle commet et ils commettent une erreur d'analyse. En 1921, nous n'étions plus devant la montée révolutionnaire des masses, nous étions à son reflux ; la défaite des cheminots en 1920 fut le dernier acte de la montée révolutionnaire des masses qui commença en 1917, — pour la France s'entend.

La scission était assez facile dans un prolétariat écrasé et déçu.

De toute autre façon se pose la question dans une période de dépression économique, où un patronat, pris à la gorge par la crise, se voit dans l'obligation de réduire sa classe ouvrière à la portion congrue.

L'attaque de la bourgeoisie doit souder les rangs de la classe ouvrière ; l'unité réalisée, bien mal venu serait celui qui voudrait la rompre ; l'expérience de cette période doit démontrer que ni le parlementarisme, ni les pourparlers ne peuvent obliger le patronat à accorder ce qu'il lui est de plus en plus difficile d'accorder ; le peu de résultat des mouvements économiques doit obliger la classe ouvrière à employer de plus en plus les mouvements à caractère politique ; d'étape en étape elle doit y venir. Là, les réformistes seront inévitablement balayés... A une condition, c'est que nous soyons en contact journalier avec l'ensemble de la classe ouvrière, au cœur de ses organisations dans lesquelles nous pourrions à notre aise dénoncer les dirigeants réformistes qu'elle aura pu conspérer.

Pour cela, l'unité syndicale était fortement désirable. Nos dirigeants ne l'ont pas comprise.

La "Ligue" au travail

COMMUNIQUE

On nous communique que Loret, expulsé du Parti pour liaison avec la police, se présente au sein des organisations ouvrières et près des camarades comme membre de l'opposition de gauche.

On confirme que ledit n'a avec l'opposition aucune liaison et que sa tentative de se faire passer comme membre de l'opposition de gauche ne peut être jugée que comme un acte de provocation. Les camarades à qui ledit Loret pourrait se présenter doivent le traiter en conséquence.

La C. E. de la Ligue.

PROPAGANDE

XIX^e. — Un de nos militants vint de vant les 500 ouvriers assistant à la réunion du P.C. développer le problème de la Révolution allemande. La salle lui fit bon accueil au point de lui renouveler par vote son temps de parole.

XX^e. — A la Bellevilloise, près d'un millier d'assistants au meeting du Parti. Pendant plus d'une demi-heure un oppositionnel développa les positions de l'opposition de gauche. Réponse pitoyable de Ducloux.

XX^e. — Soutenu chaleureusement par les militants des J.C., un oppositionnel porta aux pacifistes larmoyants et hypocrites de la S.F.I.O., une vigoureuse contradiction. Sans masquer nos divergences ni les fautes centristes, il invita les ouvriers à rejoindre le P.C. Delépine tenta de profiter des fautes centristes pour s'esquiver.

Les militants des J.C. ont pu se rendre compte par les faits si nous sommes « lavant-garde de la contre-révolution ».

DE DIJON

Une simple convocation de militants du Parti, et notre groupe de Dijon avait réuni, dès neuf heures, mardi soir, une quarantaine de camarades, pour la plupart membres du Parti ou sympathisants connus.

La réunion donna tout à fait l'impression, par sa tenue, sa discussion sérieuse, la discipline consentie de chaque assistant, d'une véritable réunion de communistes discutant et cherchant la voie du redressement nécessaire.

Après que Buren eut ouvert la réunion, Meich exposa dans ses grandes lignes les buts et les tâches de l'Opposition de Gauche ; Molinier développa les problèmes de la Révolution allemande, en les situant dans toute la politique de l'Internationale depuis 1923.

Une dizaine de camarades posèrent des questions et firent des objections. L'heure tardive ne permit pas de répondre en détail à chacune des questions et il fallut se borner à définir quelle était la véritable politique de front unique, en opposition à l'abdication dans le Kuomintang et lors du Comité Anglo-Russe.

Toutes les questions des camarades furent notées ; dans notre prochain numéro, nous terminerons cette controverse.

En résumé, bonne réunion communiste.

Comptes de la quinzaine

DEPENSES	
Impression dernier numéro..	1.540 »
Cliché	112 »
Timbres et frais expédition..	160 »
Total des dépenses.....	1.812 »
RECETTES	
Versement Messageries pour précédent numéro	540 »
Six abonn. région parisienne	30 »
Vente à la criée 230 numéros.	115 »
SOUSCRIPTIONS	
D. (Rouen), 20; Treint, 20; Meich, 50; Fourrier, 125; Nar. 40; Silva, 5; Lohiac, 15; Soussier, réunion Nanterre, 27,25; Marseille, 50,30 ; K., 2 ; Courdavault, Par's, 5; Réunion 15 ^e , 26,45; S., Paris, 50; Nav. 150; Quelques jeunes, 30; Aubeur, 10; C. E., 34; Orpin, 10. — Total : 700.	
Dépenses	1.812 »
Recettes	1.385 »

Déficit

Les chiffres suffisent à démontrer qu'un effort de chaque militant : Pour recueillir des abonnements, des souscriptions :

Pour vendre notre journal à la criée, pour surveiller la vente dans les kiosques, est une première contribution à la parution de notre « Vérité ».